



REPUBLIQUE DU BENIN



*Au service
des peuples
et des nations*



INITIATIVE **1000 JOURS** POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN

PLAN D' ACTIONS 2014-2015

INITIATIVE 1000 JOURS
POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN
PLAN D' ACTIONS 2014-2015

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| AVANT PROPOS | 7 |
| INTRODUCTION | 9 |
| 1. Situation des OMD au Bénin | 9 |
| 2. Fondements du Plan d'actions | 13 |
| 3. Priorisation des interventions accélératrices de progrès | 13 |
| 4. Coûts prévisionnels et financement du Plan d'actions | 14 |
| 5. Conditions préalables pour la mise en œuvre du Plan d'actions | 22 |
| 6. Mécanisme de suivi et d'évaluation | 22 |
| ANNEXES | 25 |
| <i>ANNEXE 1 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : AGRICULTURE ET LUTTE CONTRE LA FAIM</i> | <i>26</i> |
| <i>ANNEXE 2 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION PRIMAIRE</i> | <i>42</i> |
| <i>ANNEXE 3 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION SECONDAIRE, TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE</i> | <i>54</i> |
| <i>ANNEXE 4 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE INFANTILE</i> | <i>59</i> |
| <i>ANNEXE 5 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE MATERNELLE</i> | <i>64</i> |
| <i>ANNEXE 6 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : VIH/SIDA, TUBERCULOSE ET PALUDISME</i> | <i>68</i> |
| <i>ANNEXE 7 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET TRANSPORT</i> | <i>77</i> |
| <i>ANNEXE 8 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE</i> | <i>78</i> |
| <i>ANNEXE 9 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : EAU ET ASSAINISSEMENT</i> | <i>80</i> |
| <i>ANNEXE 10 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENERGIE</i> | <i>89</i> |

AVANT PROPOS

Depuis 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) constituent le cadre de planification et de programmation des politiques publiques de développement au niveau mondial. A ce jour, le bilan fait dans beaucoup de pays dont le Bénin révèle des résultats mitigés. De ce fait, la communauté internationale se préoccupe de l'accélération des progrès vers les cibles fixées pour 2015. Au Bénin, le parcours vers 2015 est encore parsemé de contraintes et les défis à relever au titre des performances sont à la fois d'ordre général et spécifique à chacun des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Face à cette situation, le Gouvernement de la République du Bénin voudrait répondre à l'invitation du Système des Nations Unies à s'inscrire dans « l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD », en redoublant d'efforts particulièrement au cours du triennal 2013, 2014 et 2015, afin d'approcher significativement les cibles des OMD encore à la traîne.

Le Gouvernement de la République du Bénin, reconnaissant le rôle important que les engagements internationaux comme ceux de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 sur les OMD ont joué dans les progrès sociaux réalisés au Bénin, et soucieux de bien parachever l'œuvre commencée, se fait le devoir de concrétiser cette initiative salutaire pour la grande majorité des populations. A cet égard, mon Gouvernement a travaillé à l'élaboration de cette

Feuille de route qui va servir de guide à l'action publique d'ici à 2015 en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs.

Le Gouvernement du Bénin saisit cette opportunité pour présenter toutes ses félicitations à tous ceux qui se sont investis dans l'élaboration de ce document. Le Gouvernement salue les efforts consentis par l'ensemble du Système des Nations Unies au Bénin et particulièrement à son Coordonnateur Résident dont le soutien a permis de réaliser la présente œuvre. Par ailleurs, le Gouvernement exprime sa sincère gratitude à tous les Partenaires Techniques et Financiers pour leurs appuis soutenus et les exhorte à s'engager avec encore plus de détermination pour assurer et garantir la mise en œuvre efficace du Plan d'actions. Enfin, il exhorte tous les acteurs nationaux et internationaux du développement à s'impliquer activement pour sa mise en œuvre au bénéfice des populations.

**Le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement**

Dr Boni YAYI

INTRODUCTION

Partie intégrante de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont un ensemble de huit (08) objectifs déclinés en vingt-et-une (21) cibles et le terme effectif pour atteindre les cibles est 2015. Les huit (08) OMD à atteindre dans des délais sont relatifs à la pauvreté et la faim, l'éducation, l'égalité des sexes, la mortalité infantile, la santé maternelle, la lutte contre le sida, le paludisme et d'autres maladies, la préservation de l'environnement et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Depuis l'adoption des OMD, les pouvoirs publics, les organisations internationales et la société civile de par le monde ont aidé à réaliser des progrès considérables qui ont apporté des améliorations notables dans les conditions de vie des populations. Pour consolider ces réussites et accélérer les progrès, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies a appelé, le 4 avril 2013, la communauté internationale à accroître les investissements ciblés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'assainissement, à autonomiser les femmes et les filles, à se concentrer sur les gens les plus vulnérables, à honorer ses engagements en matière d'aide et à

redoubler d'efforts sur toute la gamme, depuis les instances gouvernementales jusqu'aux groupes de base, de manière à faire une différence. D'où l'initiative des « Mille jours d'actions pour la réalisation des OMD ».

Conscient des avancées enregistrées sur le chemin des OMD, le Gouvernement du Bénin a saisi cette opportunité pour mobiliser la communauté nationale et internationale en vue d'une action collective et décisive. C'est à cet effet que le présent Plan d'actions multisectoriel a été élaboré et validé. Le Plan d'actions se présente sous la forme de matrices sectorielles/thématiques de mesures permettant d'accélérer les progrès vers cibles fixées en 2015. Il est assorti d'une feuille de route qui permet de suivre et d'évaluer les actions et solutions accélératrices prévues sur le biennal 2014-2015.

1. Situation des OMD au Bénin

En 2012, l'Indice de développement humain du Bénin a été estimé à 0,436 (Rapport sur le développement humain, PNUD, 2013), en évolution par rapport à l'année 1980 où il se situait à 0,252. En dépit de cette évolution, les progrès vers les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont lents et la situation varie selon les objectifs.

Tableau 1 : Situation des principaux indicateurs OMD suivis au Bénin en 2011

| OMD | Cibles | Indicateurs pour le suivi des progrès | Progrès à ce jour | Cible OMD en 2015 |
|-------|--|--|-------------------|--|
| OMD 1 | 1.A. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour | 1.1 Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA) | 53,9% | 26.70% (faible probabilité de réalisation) |
| | | 1.2 Incidence de la pauvreté | 36,2% | 25% (faible probabilité de réalisation) |
| | | 1.3 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale | 6,1% | 10% (faible probabilité de réalisation) |
| | 1.B: Assurer le plein emploi productif et le travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes | 1.4 Taux de croissance du PIB par personne employée | 0,005 | |
| | | 1.5 Ratio Emploi-populations | 71% | |
| | | 1.6 Proportion de personnes employées vivant en-dessous de \$1 (PPA) par jour | 47,6% | |
| | | 1.7 Proportion de travailleurs indépendants et d'aides familiaux dans l'emploi total | 85,1% | |
| | 1.C. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim | 1.8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans | 21,3% | 14,6% (faible probabilité de réalisation) |

| OMD | Cibles | Indicateurs pour le suivi des progrès | Progrès à ce jour | Cible OMD en 2015 |
|-------|---|--|--|---|
| OMD 2 | 2.A. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires | 2.1 Taux net de scolarisation dans le primaire | 74,4% | 100% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 2.2 Proportion d'élèves ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire (taux d'achèvement) | 64,3% | 100% (moyenne probabilité de réalisation) |
| | | 2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, hommes | 55,2% 74,8% | 100% (moyenne probabilité de réalisation) |
| OMD 3 | 3.A. Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard | 3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur | 93% (primaire) 76% (secondaire) | 100% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 3.2 Proportion des femmes ayant un emploi salarié dans un secteur autre que le secteur agricole | 7,3% | |
| | | 3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national | 8,43% | 50% (faible probabilité de réalisation) |
| OMD 4 | 4.A. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans | 4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans | 70 pour 1000 | 65 per 1000 (faible probabilité de réalisation) |
| | | 4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole | 70% | 100% (moyenne probabilité de réalisation) |
| OMD 5 | 5.A. Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle | 5.1 Taux de mortalité maternelle | 410 pour 100000 | 125 per 100.000 (faible probabilité de réalisation) |
| | | 5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié | 84% | 100% (forte probabilité de réalisation) |
| | 5.B: Assurer d'ici 2015, l'accès universel à la santé reproductive | 5.3 Taux de prévalence de la contraception | 13% | 100% (faible probabilité de réalisation) |
| | | 5.5 La couverture en soins prénataux (au moins une visite et au moins quatre visites) | 83,4% | 100% (forte probabilité de réalisation) |
| OMD 6 | 6.A. D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle | 6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans | 1,2% | 2% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 6.2 Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque | 41,2% | 40% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida | 34,8% | 100% (moyenne probabilité de réalisation) |
| | 6.B. D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida | 6.5. Proportion de la population au stade avancé de l'infection par le VIH ayant accès à des médicaments antirétroviraux | 20% | 50% (faible probabilité de réalisation) |
| | 6.C. D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle et due à cette maladie | 6.7 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous moustiquaire imprégnée d'insecticide | 71% | 100% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 6.8 Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés | 38% | 100% (moyenne probabilité de réalisation) |

| OMD | Cibles | Indicateurs pour le suivi des progrès | Progrès à ce jour | Cible OMD en 2015 |
|-------|---|---|-------------------|---|
| OMD 7 | 7.C. Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base | 7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée | 71,3% | 100% (moyenne probabilité de réalisation) |
| | | 7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées | 32,3% | 100% (faible probabilité de réalisation) |
| | 7.D. Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis | 7.10 Proportion de citoyens vivant dans des taudis | 94,9% | 50% (faible probabilité de réalisation) |
| OMD 8 | 8.D. Traiter largement des problèmes de dette des pays en voie de développement par des mesures nationales et internationales afin de rendre la dette soutenable à long terme | 8.12. Service de la dette en pourcentage des exportations des biens et des services | 3,1% | 3% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 8.14. Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants | 1,9% | 10% (faible probabilité de réalisation) |
| | 8.F. En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous | 8.15. Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants | 74,3% | 50% (forte probabilité de réalisation) |
| | | 8.16. Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants | 1,4% | 50% (faible probabilité de réalisation) |

1.1. OMD N°1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim

Au niveau national, l'incidence de la pauvreté monétaire s'inscrit dans une tendance globalement négative depuis 1999: les dernières statistiques nationales indiquent qu'en 2011, 36,2% de la population béninoise est dénombré comme vivant avec un revenu annuel situé en dessous du seuil national de pauvreté contre 35,2% en 2009 et 28% en 2002. Par contre, la pauvreté non monétaire des populations - caractéristique des conditions de vie non liées aux revenus - est en recul, en relation avec les progrès réalisés en matière d'éducation et de santé de base. En 2011, elle se situe à 30,2% contre 30,8% en 2009 et 48% en 2002.

Le Bénin fait également face aux problèmes d'inégalité et de disparité en matière de pauvreté, de faim et d'insécurité alimentaire. La pauvreté monétaire sévit plus en milieu rural qu'en milieu urbain. Entre 2009 et 2011, 11 départements sur douze ont connu une aggravation de leur pauvreté monétaire. Par ailleurs, plus de la moitié des populations dans 12 communes sur les 77 communes souffrent de la pauvreté monétaire en 2011.

Au total, si les tendances actuelles se maintiennent, la plupart des cibles de l'objectif n°1 ne seraient pas atteintes en 2015.

1.2. OMD N°2: Assurer l'éducation primaire universelle

Les mesures d'offre en éducation ont permis d'accroître les flux dans l'enseignement primaire. Selon les statistiques scolaires, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) atteint 111,5% en 2011-2012. Cependant, le taux net de scolarisation est faible et se situe dans l'ordre de 70 à 80%¹, signe d'une dégradation du taux d'achèvement au primaire (64% en 2011 contre 67% en 2010), lui-même lié au taux encore élevé de redoublement et/ou d'abandon. Du reste, la présence des filles à l'école s'est améliorée et on note un ratio filles/garçons au primaire de l'ordre de 0,8.

Cependant, le système éducatif doit relever d'importants défis de qualité de l'enseignement, d'efficacité interne et externe, de maintien des enfants notamment les filles dans le cycle primaire et des possibilités d'achever le

¹ Données des enquêtes auprès des ménages, INSAE, 2012.

premier cycle de l'éducation secondaire. Une attention soutenue devra être accordée à l'enseignement secondaire, technique et professionnel afin de favoriser l'atteinte des objectifs de création d'emplois et d'auto-emplois.

1.3. OMD N°3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Au Bénin, les femmes restent plus vulnérables au phénomène de la pauvreté que les hommes. Elles sont en minorité dans les emplois salariés et occupent très peu de places dans les instances de décision. Leur représentativité dans les instances de décision politiques est estimée à 13% au niveau national bien que l'électorat béninois soit majoritairement féminin. Les statistiques les plus récentes ont révélé que seulement 4,8% des élus locaux sont des femmes et le Bénin compte 1 seule femme sur 77 Maires. Au niveau de l'Institution parlementaire, le niveau de représentativité des femmes est en augmentation en moyenne de 20,2% d'une législature à l'autre : de 6,25% en 1995, la proportion des femmes parlementaires s'est établie à 8,4% pour la législature actuelle.

Pour une bonne gouvernance participative, des efforts énormes restent encore à faire pour assurer une représentativité effective de la femme dans les instances de prise de décision pour réaliser l'autonomisation de la femme.

1.4. OMD N° 4, 5 et 6 relatifs à la santé

De manière générale, les indicateurs en matière de santé connaissent une évolution globalement satisfaisante.

- **Santé infantile** : Au niveau national, le taux de mortalité infanto-juvénile (taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans) suit une tendance à la baisse. Il est, en effet, passé de 167 pour 1000 en 1996 à 125 pour 1000 en 2006 et 70 pour 1000 en 2011. La tendance d'évolution de cet indicateur est cohérente avec le sentier OMD concerné. Et si le rythme d'évolution se maintenait, la cible de 65 pour 1000 naissances vivantes pourra être atteinte en 2015.
- **Santé maternelle** : En matière de santé maternelle, des efforts appréciables ont été notés par rapport aux soins prénataux, mais avec une tendance à la dégradation ces dernières années (91% en 2006, 96% en 2007 et 83% en

2011). La proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié (médecin, sage-femme, infirmière) s'est accrue, passant de 65,5% en 2001 à 74,0% en 2006 et à 80,9% en 2011 réduisant ainsi les risques à la naissance. En dépit de ces efforts, l'évolution du taux de mortalité maternelle (410 décès pour cent mille naissances vivantes en 2011 contre 397 en 2006 et 498 en 1996) par rapport au sentier des OMD montre que l'objectif de 125 pour cent mille naissances vivantes serait difficilement atteint en 2015.

- **VIH/SIDA, Paludisme et autres maladies** : S'agissant de la pandémie du VIH/SIDA, sa stabilisation devient une réalité progressive dans la mesure où le taux de prévalence nationale du VIH/SIDA est de 1,2% (1,4% chez les femmes et 1,0% chez les hommes) en 2011. Au niveau national, le taux de létalité du paludisme est de 110 pour 1 000 habitants. Entre 2001 et 2006, la proportion des enfants de moins de 5 ans dormant sous une moustiquaire imprégnée a été multipliée par 4,7, passant de 7% en 2001 à 33% en 2006, puis s'est hissé à 65,7% en 2011 au niveau national.

1.5. OMD N°7 : Assurer un environnement durable

- **Environnement et assainissement** : Le Bénin doit faire face aux problèmes environnementaux de plus en plus croissants tels que les phénomènes des changements climatiques, la déforestation, la pollution atmosphérique et l'érosion côtière. Les infrastructures d'hygiène et d'assainissement de base sont insuffisantes. Environ 78% des ménages jettent leurs ordures dans la nature et moins de 8% de la population utilise les services d'une voirie pour évacuer les ordures. En outre, la proportion des terres protégées, bien qu'en progression (23,9% en 2006 contre 11,4% en 2002), demeure encore faible.
- **Infrastructures de base** : En matière d'infrastructures socio-économiques, les défis sont importants. Concernant les infrastructures routières, en dépit des investissements louables réalisés dans les routes desservant les principaux pôles régionaux et urbains, l'évolution de la densité routière reste en deçà de la cible de 0,5Km/1000 habitants. Par insuffisance de ressources, les pistes rurales ne sont pas régulièrement entretenues. Par ailleurs, les tendances actuelles en matière d'accès à l'énergie ne sont pas de nature à favoriser l'accélération de la croissance et l'accès aux autres

sources d'énergies modernes et durables reste limité en raison de leur faible promotion.

- **Accès à l'eau potable** : L'accès à l'eau potable constitue le deuxième OMD pour lequel les tendances d'évolution au Bénin laissent penser que la cible pourra être atteinte en 2015. En matière d'accessibilité à l'eau potable, la proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau potable est passée de 50% en 1990 à 57,8% en 2001 pour s'établir à 63,6% en 2006 et 71,3% en 2011² sur le plan national. Malgré cette bonne évolution, il est observée une forte disparité géographique et une inégalité d'accès aux infrastructures hydrauliques.

2. Fondements du Plan d'actions

Le Plan d'actions multisectoriel tire son essence de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRP) 2011-2015, du Programme d'Actions Prioritaires (PAP), des Politiques et Stratégies sectorielles, des Cadres d'Accélération des OMD (CAO) ainsi que de leurs supports budgétaires (Budgets programme - BPO, Cadre de Dépenses à Moyen Terme - CDMT). A partir de ces éléments, les matrices sectorielles ont été élaborées en utilisant la méthodologie établie par le Programme des Nations Unies pour le développement à savoir le CAO. A cet effet, des groupes de travail sectoriels/thématiques comprenant aussi bien des représentants des secteurs concernés que des cadres issus des structures centrales des Ministères chargés du Développement, de l'Economie et des Finances, ont été mis en place. Au niveau méthodologique, le travail d'élaboration du Plan d'actions a été réalisé en 5 étapes :

- **Etape 1** : Faire une brève analyse diagnostique du secteur.
- **Etape 2** : Identification et priorisation des interventions. Il s'est agi, pour chaque groupe, de déterminer les interventions stratégiques requises pour atteindre les OMD.
- **Etape 3** : Identification et priorisation des goulots d'étranglement. Au regard des interventions jugées prioritaires, il est revenu à chaque groupe d'identifier et de prioriser les goulots d'étranglement, c'est-à-dire les obstacles/contraintes qui freinent la mise en œuvre des interventions identifiées à l'étape précédente dans le secteur.

² Données d'enquêtes, EMICoV 2012

- **Etape 4** : Identification des solutions accélératrices de progrès. Au regard des goulots identifiés, chaque groupe a été appelé à déterminer les solutions d'accélération coût/efficacité soutenables à moyen terme, incluant les expériences similaires et replicables d'autres pays pour les deux années 2014 et 2015.
- **Etape 5** : Planification de la mise en œuvre et le suivi-évaluation. Chaque secteur/groupe a enfin élaboré un Plan d'actions, sous la forme d'une matrice de mesure sur le biennal 2014-2015, permettant ainsi de guider l'action sur la période.

3. Priorisation des interventions accélératrices de progrès

L'un des aspects clefs du Plan d'actions, tel que prévu par la méthodologie d'élaboration du CAO, est la priorisation des interventions accélératrices de progrès. D'abord sur le choix des Ministères prioritaires, il s'est agi des secteurs qui sont en lien direct avec les cibles des OMD : Education primaire et secondaire, Santé maternelle et infantile, VIH-SIDA et Maladies prioritaires, Eau potable et Assainissement de base, Agriculture et lutte contre la Faim. En outre, les secteurs/domaines jugés indispensables pour soutenir la réalisation des OMD ont été retenus : Energie et Infrastructures routières. Sur cette base, 7 Ministères sont concernés par le Plan d'actions 2014-2015. Il s'agit de : Ministère de la Santé, Ministère des Enseignements Maternel et Primaire, Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolière et Minière, de l'Eau et des Energies Renouvelables, Ministère des Travaux Publics et des Transports et Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme.

L'ensemble des secteurs soumis à l'exercice ont retenu une certaine d'interventions accélératrices. Celles-ci ont été retenues suivant trois critères : (1) lien direct avec la cible OMD et pertinence au regard de la situation actuelle de l'OMD, (2) réalisable sur les deux ans en tenant compte de l'élément coût-efficacité, (3) activités/actions budgétisées dans le CDMT et dont le financement est quasiment acquis.

4. Coûts prévisionnels et financement du Plan d'actions

Le coût prévisionnel du Plan d'actions est estimé à 906,4 milliards FCFA sur la période 2013-2015. Le montant des intentions de financement ou de financement mobilisé (Budget National et PTFs) se chiffre à 676,6 milliards FCFF. Il se dégage ainsi un gap de financement de l'ordre de 229,8 milliards FCFA qu'il faudra mobiliser.

Sur le biennal 2014-2015, le coût est réduit à 722,6 milliards FCFA, dégageant ainsi un besoin de financement de l'ordre de 45,98 milliards FCFA. Ce volume de ressources financières est exclusivement destiné aux investissements et ne prend pas en compte les charges de fonctionnement courant qui sont déjà pris en compte par le Budget National et d'autres sources traditionnelles de financement.

Tableau 2 : Coût des interventions de l'OMD N° 1 (en millions de FCFA)

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|--|--------|--------|--------|---------|--------------------|--------|
| OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim | | | | | | |
| Agriculture et Lutte contre la faim | 31 714 | 48 334 | 30 321 | 110 369 | 45 696 | 64 673 |
| Intervention A : Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires | 14 453 | 11 548 | 1 237 | | | |
| Intervention B : Aménagements agricoles et sécurité foncière | 1 754 | 3 531 | 2 825 | | | |
| Intervention C : Mécanisation agricole et innovations technologiques | 10 310 | 22 519 | 20 964 | | | |
| Intervention D : Financement et marché | 3 351 | 7 082 | 1 901 | | | |
| Intervention E : Nutrition et sécurité alimentaire | 1 846 | 3 654 | 3 394 | | | |

Comme l'indique le tableau ci-dessus, le coût des cinq (05) interventions prévues pour accélérer les progrès dans le cadre de l'OMD N°1 est estimé à 30,3 milliards sur la période 2013-2015, soit 12,2% du coût global du Plan d'actions.

Tableau 3 : Coût des interventions de l'OMD N° 2 et 3 (en millions de FCFA)

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|---|---------------|---------------|---------------|----------------|--------------------|---------------|
| OMD 2: Assurer l'éducation primaire pour tous et OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | | | | | | |
| Education primaire | 97 014 | 98 319 | 98 955 | 294 288 | 283 897 | 10 391 |
| Intervention A : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarisation | 7 024 | 7 190 | 7 041 | | | |
| Intervention B : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif | 137 | 250 | 213 | | | |
| Intervention C : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école | 93 | 83 | 83 | | | |
| Intervention D : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants | 70 617 | 71 898 | 72 589 | | | |
| Intervention E : Renforcer le partenariat public / privé | 33 | 33 | 33 | | | |
| Intervention F : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire | 248 | 134 | 134 | | | |
| Intervention G : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés | 1 844 | 1 821 | 1 822 | | | |
| Intervention H : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement | 5 147 | 5 023 | 5 352 | | | |
| Intervention I : Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles | 2 247 | 2 101 | 2 102 | | | |
| Intervention J : Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques | 5 717 | 5 702 | 5 407 | | | |
| Intervention K : Promouvoir le bien être en milieu scolaire | 1 377 | 1 378 | 1 658 | | | |
| Intervention L : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire | 209 | 500 | 200 | | | |
| Intervention M : Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement | 90 | 49 | 98 | | | |
| Intervention N : Organiser les examens de fin de cycle | 450 | 450 | 450 | | | |
| Intervention O : Améliorer la gestion pédagogique | 497 | 512 | 612 | | | |
| Intervention P : Améliorer la gestion financière | 17 | 17 | 17 | | | |
| Intervention Q : Améliorer la gestion des ressources humaines | 128 | 68 | 43 | | | |
| Intervention R : Renforcer le pilotage du système | 540 | 550 | 540 | | | |
| Intervention S : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire | 599 | 560 | 561 | | | |

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|---|----------|--------------|---------------|---------------|--------------------|---------------|
| Education secondaire, technique et formation professionnelle | 0 | 9 403 | 10 536 | 19 939 | 6 329 | 13 610 |
| Intervention A : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable | 0 | 2 529 | 2 499 | | | |
| Intervention B : Allocation équitable du personnel enseignant | 0 | 30 | 30 | | | |
| Intervention C : Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire | 0 | 15 | 20 | | | |
| Intervention D : Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs) | 0 | 2 636 | 2 946 | | | |
| Intervention E : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences | 0 | 107 | 106 | | | |
| Intervention F : Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC | 0 | 450 | 680 | | | |
| Intervention G : Accroissement de l'accès à l'ETFP | 0 | 554 | 538 | | | |
| Intervention H : Recrutement et formation des enseignants et formateurs | 0 | 830 | 1 050 | | | |
| Intervention I : Développement des offres de formation professionnelle | 0 | 750 | 975 | | | |
| Intervention J : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements | 0 | 14 | 16 | | | |
| Intervention K : Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général | 0 | 1 488 | 1 676 | | | |

Concernant les OMD relatifs à l'accès à l'enseignement primaire universel et à l'autonomisation de la femme, le coût prévisionnel est de 294,3 milliards FCFA, soit 34,7% du coût global.

Tableau 4 : Coût des interventions du secteur de la Santé - OMD N° 4, 5 et 6 (en millions de FCFA)

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|---|----------|--------------|--------------|--------------|--------------------|--------------|
| OMD 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile | | | | | | |
| Santé Infantile | 0 | 4 759 | 4 674 | 9 433 | 6 793 | 2 640 |
| Intervention A : Prévention des pathologies des nouveau-nés | 0 | 351 | 351 | | | |
| Intervention B : Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intervention C : Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né | 0 | 225 | 150 | | | |
| Intervention D : Renforcement de la disponibilité des intrants (masques, ambu, sondes d'aspiration, aspirateur à pied, table chauffante, médicaments d'urgence) | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intervention E : Renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition des pédiatres et / ou délégation de tâches | 0 | 60 | 60 | | | |
| Intervention F : Introduction des méthodes injectables de contraception en milieu communautaire | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intervention G : Renforcement de la disponibilité des intrants (produits contraceptifs. Consommables et fongicibles : kit de PEC du RC) | 0 | 125 | 125 | | | |
| Intervention H : Renforcement de la prise en charge du paludisme, de la pneumonie, de la diarrhée et de la PF au niveau des formations sanitaires et de la communauté | 0 | 173 | 173 | | | |
| Intervention I : Renforcement de la disponibilité des intrants (équipements et médicaments) | 0 | 45 | 45 | | | |
| Intervention J : Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé | 0 | 10 | 0 | | | |
| Intervention K : Développement de partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions | 0 | 150 | 150 | | | |
| Intervention L : Renforcement de compétence des RC | 0 | 30 | 30 | | | |
| Intervention M : Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans | 0 | 3 590 | 3 590 | | | |

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|---|----------|---------------|---------------|---------------|--------------------|---------------|
| OMD 5 : Améliorer la santé maternelle | | | | | | |
| Santé Maternelle | 0 | 1 203 | 0 | 1 203 | 1 709 | -506 |
| Intervention A : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux | 0 | 154 | 0 | | | |
| Intervention B : Améliorer la couverture en accouchements assistés | 0 | 298 | 0 | | | |
| Intervention C : Améliorer le taux de couverture en planification familiale | 0 | 751 | 0 | | | |
| | | | | | | |
| OMD 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies | | | | | | |
| VIH,-SIDA, Tuberculose et Paludisme | 0 | 34 676 | 10 042 | 44 718 | 33 689 | 11 029 |
| Enrayer la propagation du VIH / Sida | | | | | | |
| Intervention A : Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés | 0 | 120 | 120 | | | |
| Intervention B : Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida | 0 | 25 | 25 | | | |
| Intervention C : Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6 | 0 | 0 | 149 | | | |
| Intervention D : Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG | 0 | 86 | 86 | | | |
| Assurer l'accès aux traitements contre le VIH / Sida | | | | | | |
| Intervention A : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH | 0 | 11 186 | 2 503 | | | |
| Intervention B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH | 0 | 3 461 | 3 516 | | | |
| Intervention C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH | 0 | 256 | 252 | | | |
| Intervention D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge par des PVVIH | 0 | 121 | 121 | | | |
| Maitriser le paludisme et d'autres grandes maladies | | | | | | |
| Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014 | 0 | 15 757 | 0 | | | |

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|---|------|-------|-------|-------|--------------------|-----|
| Intervention B : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intervention C : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire | 0 | 2 359 | 3 270 | | | |
| Intervention D : Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intervention E : Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population | 0 | 15 | 0 | | | |
| Intervention F : Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs | 0 | 745 | 0 | | | |
| Intervention G : Acquisition chaque année de médicaments antituberculeux de 1ère et 2ème ligne pour le traitement des patients tuberculeux | 0 | 200 | 0 | | | |
| Intervention H : Formation / recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose | 0 | 40 | 0 | | | |
| Intervention I : Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme | 0 | 305 | 0 | | | |

Dans le domaine de la santé, le coût total estimé pour les interventions retenues pour accélérer les progrès des OMD 4, 5 et 6 est de l'ordre 55,4 milliards FCFA (non compris les coûts de gestion, les ressources humaines et certaines infrastructures).

Tableau 5 : Coût des interventions de l'OMD N° 7 relatif aux infrastructures (en millions de FCFA)

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|--|---------------|----------------|---------------|----------------|--------------------|---------------|
| OMD 7 : Assurer un environnement durable | | | | | | |
| Routes et Transport | 0 | 125 701 | 86 727 | 212 428 | 119 111 | 93 317 |
| Intervention A : Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou | 0 | 73 176 | 40 000 | | | |
| Intervention B : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin | 0 | 1 151 | 0 | | | |
| Intervention C : Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégoués | 0 | 0 | 0 | | | |
| Intervention D : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon | 0 | 47 871 | 43 224 | | | |
| Intervention E : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme | 0 | 876 | 876 | | | |
| Intervention F : Huit embarcadères / débarcadères construits, aménagements de trois routes et deux plans inclinés pour desservir certains de ces embarcadères / débarcadères | 0 | 2 627 | 2 627 | | | |
| | | | | | | |
| Environnement et Cadre de vie | 18 783 | 32 660 | 23 687 | 75 130 | 72 444 | 2 686 |
| Intervention A : Intensification des actions de reboisement | 1 457 | 5 450 | 6 443 | | | |
| Intervention B : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes | 15 371 | 23 654 | 12 369 | | | |
| Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées | 1 855 | 1 556 | 375 | | | |
| Intervention D : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre | 100 | 2 000 | 4 500 | | | |
| | | | | | | |
| Eau-Assainissement | 31 615 | 40 784 | 34 303 | 106 702 | 57 374 | 49 328 |
| Eau | | | | | | |
| Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zones hydrogéologiquement difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà bien loties | 8 310 | 9 508 | 7 753 | | | |
| Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) | 1 232 | 1 927 | 1 718 | | | |

| Coût en millions de FCFA | 2013 | 2014 | 2015 | Total | Financement acquis | Gap |
|--|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------------|----------------|
| Intervention C : Renforcement des capacités des communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés | 1 174 | 1 517 | 2 080 | | | |
| Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation | 30 | 150 | 120 | | | |
| Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain | 17 853 | 10 210 | 9 500 | | | |
| Intervention F : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits | 0 | 8 900 | 5 600 | | | |
| Intervention H : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau | 0 | 2 540 | 1 500 | | | |
| Assainissement | | | | | | |
| Intervention A : Intensification de l'approche PHA en milieu rural, en priorité dans tous les départements hormis dans les communes à statut particulier | 2 906 | 5 812 | 5 812 | | | |
| Intervention B : Elaboration et mise en œuvre des Plans d'Hygiène et d'Assainissement Communaux (hors communes à statut particulier) | 110 | 220 | 220 | | | |
| | | | | | | |
| Energie | 4 718 | 21 511 | 6 007 | 32 236 | 49 580 | -17 344 |
| Intervention A : Développement de l'électrification rurale | 4 431 | 11 529 | 3 080 | | | |
| Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine | 0 | 9 770 | 2 880 | | | |
| Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz | 217 | 105 | 34 | | | |
| Intervention D : Promotion de l'accès des ménages aux foyers améliorés | 70 | 107 | 13 | | | |

En ce qui concerne le volet des infrastructures nécessaires pour soutenir la réalisation des autres OMD, quatre domaines ont fait l'objet d'évaluation en termes d'interventions et de solutions accélératrices de progrès. Il s'agit des Routes et Transport, de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement et de l'Energie. Le coût global des interventions retenues pour ces quatre domaines est estimé à 426,5 milliards FCFA, soit une proportion de l'ordre de 47,1% du coût global. Le domaine des Routes et Transports absorbe plus de 23%, l'Eau-Assainissement pour une proportion de 11,8%, l'Environnement et cadre de vie pour 8,3% et enfin l'Energie dont le poids est de 4% environ.

5. Conditions préalables pour la mise en œuvre du Plan d'actions

La mise en œuvre efficace du Plan d'actions pour l'obtention des résultats requiert un certain nombre de préalables. A part les goulots d'étranglements identifiés au niveau de chaque Ministère sectoriel et dont les solutions sont proposées dans le Plan d'actions sectoriels, trois conditions majeures méritent d'être remplies.

Premièrement : Il s'agit de la lourdeur administrative qui caractérise l'Administration publique et les problèmes de collaboration intersectorielle. La lenteur administrative s'entend comme celle touchant tous les compartiments de l'ensemble de la chaîne administrative et institutionnelle (élaboration et adoption d'actes administratifs décisionnels, institutionnels, financiers, organisationnels, etc.). Il convient que la Haute Autorité instruisse tous les services à tous les niveaux afin qu'une attention particulière soit accordée à la mise en œuvre diligente des solutions inscrites au titre du Plan d'actions.

Deuxièmement : La deuxième condition préalable qu'il convient de remplir se rapporte à la lenteur dans l'ensemble des procédures de passation des marchés publics, au mépris des dispositions du Code des marchés publics. Un engagement volontariste de tous les acteurs qui interviennent dans la chaîne de passation des marchés publics est indispensable. A cet effet, les mesures essentielles à prendre doivent viser prioritairement à amener la Direction Nationale du Contrôle des Marchés publics (niveau central) et les Cellules de passation des marchés publics (niveaux ministériel et décentralisé) à faire respecter les délais prévus dans le Code des marchés publics. Sans dénier l'importance du contrôle, la DNCP doit veiller à ce que le contrôle n'handicape pas la mise en œuvre efficace du Plan et ceci conformément aux délais prescrits par le Code des marchés publics.

Troisièmement : La sécurisation des ressources financières prévues au titre du Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), qu'elle soit d'origine interne ou externe. Pour garantir la bonne exécution des actions prévues sur le biennal, il conviendra que les arbitrages budgétaires qui précèdent les Lois de Finances allouent prioritairement les ressources aux actions inscrites dans le

Plan d'actions. Parallèlement, les dispositions nécessaires doivent être prises pour concrétiser et garantir les intentions des bailleurs sur les deux prochaines années relativement aux actions retenues dans le présent Plan d'actions. En outre, les efforts doivent être accrus pour rechercher d'autres financements extérieurs et les mobiliser pour conforter la mise en œuvre efficace du Plan d'actions.

6. Mécanisme de suivi et d'évaluation

Le mécanisme de suivi et d'évaluation du Plan d'actions 2014-2015 pour l'accélération des progrès vers les cibles OMD sera déployé à deux niveaux.

Niveau sectoriel : Le suivi des interventions se fera au niveau des DPP, au moyen de leur mécanisme de suivi-évaluation sectoriel qui doit être désormais en lien avec celui-ci, afin de rendre efficace les activités de suivi et d'évaluation, aussi bien au niveau sectoriel qu'au niveau central. A cet effet, le processus de suivi des dépenses qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'actions visant l'accélération des OMD sera intégré dans le processus des revues sectorielles et constituera dès lors un point à inscrire à l'ordre du jour de toutes les revues sectorielles. Au total, ces dépenses feront l'objet d'un suivi trimestriel. Ainsi, le suivi budgétaire se fera à partir du SIGFIP et le suivi des réalisations, à partir des indicateurs d'activités qui sont élaborés trimestriellement.

A court terme, les DPP des secteurs concernés doivent proposer un Tableau de bord de suivi des actions/solutions accélératrices proposées dans le Plan d'actions par secteur. C'est l'ensemble de ces Tableaux de bord sectoriels qui constituera la Feuille de route pour guider le suivi quotidien du Président de la République au cours des deux prochaines années.

Niveau central (voir tableau ci-après) : C'est le niveau central qui s'insère dans le dispositif de suivi-évaluation de la SCR 2011-2015 et du PAP. Au niveau central, le suivi se fera à travers les structures centrales habituellement dédiées à cette mission : la CSPEF, l'OCS, la DGSPP et la DGB. A cet effet, la CSPEF veillera à l'inscription de ces interventions dans le PAP et au niveau des dépenses sociales prioritaires. La DGSPP veillera au suivi physique des interventions retenues et la DGB assurera le suivi budgétaire à travers le SIGFIP.

Ce premier niveau de suivi sera conforté par le rôle déterminant de la Direction Générale du Budget, aidée des DPP sectoriels, dans la traduction des solutions accélératrices dans le CDMT 2014-2016 en cours d'élaboration, et dans les budgets-programmes annuels de chaque ministère sectoriel. A cet effet, les interventions accélératrices retenues doivent être traduites suivant les lignes du budget classique en vue de permettre le suivi de ces dépenses à travers le

SIGFIP. Ceci pourra se faire à l'instar de la bonne pratique en vigueur depuis quelques années au sujet des « Dépenses sociales prioritaires ». L'objectif du Gouvernement est d'assurer un taux d'exécution de 100% pour ces types de dépenses, quelle que soit la conjoncture et la régulation budgétaire opérée au cours de l'année.

Tableau 6 : Mécanisme global d'opérationnalisation pour atteindre les OMD en 1000 jours au Bénin

| Etapes | Activités | Acteurs | Démarche | Résultats | Echéance |
|--|--|--|---|--|----------------|
| Adoption du Plan d'action par le Gouvernement | Restitution des résultats du Plan d'actions au Gouvernement | CAE, DGPD, DGSP, CSPEF, DGIFD, DGB, PNUD/SNU, OCS | Séminaire gouvernemental élargi aux structures centrales | Le Plan d'actions est un repère de programmation budgétaire sur le biennal 2014-2015 | Mi-Juin 2013 |
| Appropriation par les acteurs sectoriels | Restitution aux Coordonnateurs de projets, et gestionnaires de crédits | Ministres, DC, DPP, DRFM, DNCMP, CPMP, CF et CSE | Réunions et ateliers techniques au niveau sectoriel | Les Coordonnateurs de projet et autres gestionnaires de crédit se sont appropriés les nouvelles priorités pour les dépenses publiques pour les deux prochaines années. Les indicateurs clés qui doivent permettre de justifier les progrès sont retenus de commun accord | Juillet 2013 |
| Intégration des choix au CDMT et aux Budgets Programmes | Séances d'allocation de crédits au niveau sectoriels, organisation des revues techniques extraordinaires | DPP, Coordonnateurs de projet et responsables de structures | Programmations fondées sur les priorités en liaison avec le niveau actuel des indicateurs par rapport aux objectifs à atteindre | Les investissements prioritaires retenus ont été programmés dans les budgets programmes des ministères | Septembre 2013 |
| Mise en œuvre | Priorisation et sécurisation des interventions retenues dans les activités quotidiennes des ministères | DPP, DGB, DGIFD, DRFM, CSPEF, CF, DNCMP, CPMP | Intégration des dépenses liées au plan d'actions aux dépenses sociales prioritaires du SIGFIP | Toutes les dépenses prévues dans le plan d'actions sont exécutées au cours de l'année | Permanent |
| Suivi à mi-parcours des réalisations | Transmission trimestrielle du point des réalisations financière et physique et analyse des progrès | DPP, DGB, DGIFD, DGPD, CSPEF, DGSP, OCS, DNCMP, CPMP, CF | Identification et suppression des goulots | Les contributions sont créées pour une mise en œuvre effective du plan d'actions | Permanent |
| Evaluation annuelle des progrès | Etude sur l'évolution des indicateurs | CAE/PR, DGPD, DGB, DGIFD, PNUD, DPP, OCS, CSPEF, BEPP | Etude comparative des progrès par rapport à 2013 et 2015 | Les éventualités pour l'atteinte des OMD sont connues et les ajustements nécessaires sont proposés. | Permanent |
| Analyse sectorielle des progrès | Analyse des progrès par secteurs et identification de nouveaux goulots d'étranglement | CAE, DGPD, DGSP, CSPEF, DGIFD, DGB, PNUD, OCS, DNCMP, CPMP, CF | Actualisation du plan d'actions dans les secteurs qui sont à la traîne | Le plan d'actions est actualisé et mis en œuvre | Permanent |

ANNEXES

ANNEXE 1 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : AGRICULTURE ET LUTTE CONTRE LA FAIM PLAN D' ACTIONS 2014-2015

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|--|--|---|--|---|---|---|--------|--------------------------|---------------------|---|------|------|------------------------|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. A Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour | Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux semences, engrais et produits phytosanitaires | A. SEMENCES, ENGRAIS ET PRODUITS PHYTOSANITAIRES ET VETERINAIRES | A.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux semences de maïs, riz, manioc et cultures maraichères de qualité | A.1.1. Mauvaise organisation de la chaîne de demande et de l'offre en semences de qualité | A.1.1.1. Mettre en place un mécanisme efficace d'expression des besoins en semences (C.Plan d'action PSRSA) | 112 | 30 | PACER et Budget National | 82 | 112 | 0 | 0 | 112 | SONAPRA, CARDER, DAGRI, Collectivités locales, ONG, MEF, ProCAD, PNOPPA, Coopération Suisse, GIZ, FAO, PASCiB |
| | | | | | A.1.1.2. Renforcer la capacité des acteurs (172 encadreurs et 1000 semenciers) en matière de planification, de mise en œuvre, suivi - évaluation et contrôle de la qualité des semences | 94 | 28 | PACER et Budget National | 66 | 94 | 0 | 0 | 94 | DICAF, DAGRI, DPQC, MEF, ProCAD, FAO, SONAPRA, CARDER, PNOPPA, DPP/ MAEP |
| | | | | | A.1.1.3. Mettre en place un système de crédit semence au profit des petits producteurs/ productrices | 4 983 | 3 650 | PACER et Budget National | 1 333 | 4 983 | 0 | 0 | 4 983 | MCMEJF, MEF, ProCAD, SONAPRA, CARDER, PNOPPA, DPP/ MAEP |
| | | | | | A.1.1.4. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'une plateforme des acteurs pour la coordination de la sous filière semence | 40 | 0 | Néant | 40 | 8 | 16 | 16 | 40 | ABéProFA/ SONAPRA, PNOPPA, GIZ |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|---|---|--|--|--|--|---|--------|--------------------------------|---------------------|---|-------|------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | | | | A.1.2. Eloignement des points de distribution par rapport aux zones de production. | A.1.2.1. Créer des points de distribution dans 04 arrondissements en moyenne par commune en vue de rapprocher les semences des petits producteurs/ productrices | 3 080 | 1 000 | Budget National et PSAAB | 2 080 | 1 026 | 2 054 | 0 | 3 080 | ABéProFA/ SONAPRA, Collectivités locales, PNOPPA, GIZ, IFDC, |
| 1. C Réduire de moitié, entre 1990 et 2015 la proportion de la population qui souffre de la faim. | Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux géniteurs, produits vétérinaires et zootechniques. | | A.2. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux géniteurs de race améliorée (volaille, lapin, porcin, aulacode et petits ruminants) et aux alevins de Tilapia et de poisson-chat de qualité | A.2.1. Disponibilité insuffisante d'unités de production d'alevins | A.2.1.1. Renforcer les capacités organisationnelles, techniques des unités d'alevinage en matière de production d'alevins et de gestion durable de ferme piscicole. | 30 | 10 | ProVAC | 20 | 15 | 15 | 0 | 30 | D Pêches, JICA, ProCAD, PANA1, SNRA |
| | | | | A.2.2. Absence de centre de conservation de souche de géniteurs. Ce qui limite les possibilités d'amélioration génétique et donc des alevins de bonne qualité. | A.2.2.1. Créer et rendre fonctionnel un (01) centre de conservation de souche de géniteurs à Aplahoué département du Couffo | 155 | 0 | Néant | 155 | 78 | 77 | 0 | 155 | PANA1, MAEP |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|--|--|---|---|---|---|--------|----------------------|---------------------|---|------|------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Proportion de petits producteurs/ productrices ayant accès aux alevins et aliments de poisson | | | A.2.3. Insuffisance de centre de production de géniteur avicole amélioré | A.2.3.1. Mettre en place des coqs raceurs (améliorateurs) soutenu par des actions de suivi sanitaire et d'amélioration des conditions d'élevage (habitat et alimentation) | 750 | 20 | PADAB | 730 | | 325 | 325 | 750 | DE, ABéProFA/ SONAPRA, le PADAB, les CARDER, les aviculteurs, accoueurs, fabricants d'aliment, distributeurs de produits vétérinaires, prestataires de services vétérinaire en aviculture, vaccinateurs villageois de volailles |
| | | | A.3. Renforcement de l'accessibilité des petits producteurs/ productrices aux intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, produits zootecniques et vétérinaires et aliments poissons) | A.3.1. Coûts élevés des intrants (aliments poissons, aliments bétails, produits phytosanitaire et vétérinaires, hormones et additifs) et des infrastructures limitant l'accès des petits producteurs/ productrices. | A.3.1.1. Mettre en place une subvention ciblée et dégressive des intrants au profit de 100.000 petits producteurs/ productrices (sur la base de bons) | 1 760 | 390 | Budget National | 1 370 | | 880 | 880 | 1 760 | MAEP, Ministère du Développement, Ministère des Finances |
| | | | | | A.3.1.2. Appuyer la production et l'amélioration de la qualité des aliments de poisson fabriqués localement | 40 | 0 | Néant | 40 | 8 | 16 | 16 | 40 | MAEP, JICA, ProCAD, fabricants d'aliments de poisson, SNRA |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|-------------------|-------------------------|--|---|--|---|---|---------------|----------------------------|---------------------|---|---------------|--------------|------------------------|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | | | | A.3.2. Mauvaise organisation de la chaîne de demande et de l'offre en engrais, produits phytosanitaires et vétérinaire | A.3.2.1. Mettre en place un mécanisme efficace d'expression des besoins en engrais, produits phytosanitaires et vétérinaire (C.Plan d'action PSRSA) | 112 | 32 | Budget National et PAFILAV | 80 | 38 | 74 | 0 | 112 | SONAPRA, CARDER, DAGRI, Collectivités locales, ONG, MEF, ProCAD, PNOPPA, Coopération Suisse, GIZ, FAO |
| | | | | | A.3.2.2. Renforcer la capacité des acteurs en matière de planification, de mise en œuvre, suivi - évaluation et contrôle | 44 | 0 | Néant | 44 | 22 | 22 | 0 | 44 | DICAF, DAGRI, DPQC, MEF, ProCAD, FAO, SONAPRA, CARDER, PNOPPA |
| | | | | | A.3.2.3. Mettre en place un système de crédit engrais au profit des petits producteurs/ productrices | 16 118 | 8 800 | Budget National | 7 318 | 8 059 | 8 059 | 0 | 16 118 | PNOPPA, IDI, PASCiB, DPLR, GIZ |
| | | | | | A.3.2.4. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'une plateforme des acteurs pour la coordination de la sous filière engrais et produits phytosanitaires sur vivriers | 40 | 0 | Néant | 40 | 10 | 10 | 0 | 40 | ABéProFA/ SONAPRA, Collectivités locales, PNOPPA, GIZ, IFDC, CARDER, |
| Sous total | | | | | | 27 358 | 13 960 | | 13 398 | 14 453 | 11 548 | 1 237 | 27 358 | |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|--------------------------|--|---|--|--|---|--------|----------------------|---------------------|---|------|------|------------------------|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Superficies aménagées | B. AMENAGEMENTS AGRICILES ET SECURITE FONCIERE | B.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux petits aménagements hydro agricoles adaptés aux changements climatiques pour le maïs, le riz, les cultures maraichères, le manioc et le poisson | B.1.1. Difficultés dans la gestion des projets | B.1.1.1. Mettre en œuvre un programme de renforcement de capacités des gestionnaires de projets/ programmes sur les sujets sensibles tels que: la passation des marchés y compris les demande d'avis de non objection, la gestion financière (bonne programmation à bonne date, bon suivi des décaissements, paiement régulier des acomptes, etc.) et la maîtrise des principes de gestion des bailleurs, etc.) | 5 | 5 | Budget National | 0 | 2 | 3 | 0 | 5 | MAEP, MDAEP, CAA/MEF, PAPP/BI D, PNUD, PAFILAV/BAD, PSAAB/BOAD |
| | | | | | B.1.1.2. Promouvoir l'usage du principe de gestion relatif à la convention avec les organisations de producteurs pour l'exécution des travaux sommaires à l'image de l'expérience concluante du PUASA avec les OPA (Elaboration et formation sur le guide méthodologique) | 22 | 0 | Néant | 22 | 11 | 11 | | 22 | MAEP, MDAEP, CAA/MEF, PAPP/BI D, PNUD, PAFILAV/ BAD, PSAAB/ BOAD, ProCAD/ BM, PACER/ FIDA, FAIA/CTB, PNOPPA |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|-------------------------|--|---|--|--|---|--------|------------------------|---------------------|---|-------|-------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | | | | | B.1.1.3. Accélérer l'opérationnalisation de l'Agence pour la Promotion des Aménagements Hydro-agricoles (APAH) | 200 | 200 | Budget National | 0 | 100 | 100 | 0 | 200 | MAEP, PASCIB, PNOPPA, |
| | | | | | B.1.1.4. Mettre en œuvre un programme d'extension des aménagements sommaires pour 10.000 ha complémentaires au profit de 20.000 petits producteurs/productrices | 6 662 | 0 | Néant | 6 662 | 1 332 | 2 665 | 2 665 | 6 662 | DGR/MAEP, CARDER, MEF, PNOPPA, PASCIB, Collectivités locales |
| | | | | B.1.2. Faible organisation des acteurs (producteurs, encadreurs et prestataires) pour une gestion responsable des aménagements sommaires | B.1.2.1. Organiser la formation et la sensibilisation de 40000 petits producteurs/productrices à l'entretien des ouvrages (notamment le reprofilage des digues et des diguettes au début de chaque campagne ultérieure à la livraison des travaux) et à la gestion des périmètres irrigués | 400 | 100 | Projets/ programmes | 300 | 80 | 160 | 160 | 400 | MAEP, PNOPPA, PAPPI, PACER, PSAAB, FAIA/CTB |
| | | | | | B.1.2.2. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'un cadre multi-acteurs de gestion et de suivi des aménagements hydro-agricoles dans les 12 départements | 242 | 0 | Néant | 242 | 81 | 161 | 0 | 242 | MAEP, ProAGRI/GIZ, PNOPPA, PACER/FIDA, FAIA/CTB, PAPPI/BID, PSAAB/BOAD, ANCB, MDGLAT |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|-------------------|--|--|--|---|---|---|------------|----------------------|---------------------|---|--------------|--------------|------------------------|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Nombre de petits producteurs/ productrices atteints | | B.2. Facilitation de l'accès à la terre des petits producteurs/ productrices à travers l'extension des Plans Fonciers Ruraux | B.2.1. Retard dans la promulgation de la nouvelle loi portant code foncier et domanial du fait de quelques non conformités relevées par la cour constitutionnelle | B.2.1.1. Faire le plaidoyer pour la mise en conformité, par l'Assemblée Nationale, des dispositions de la loi portant régime foncier et domanial | 5 | 0 | Néant | 5 | 5 | 0 | 0 | 5 | PASCiB, PNOPPA, MAEP, MEHU |
| | | | | B.2.2. Incivisme foncier de la population dû à la méconnaissance et au manque de rigueur dans l'application de la loi. | B.2.2.1. Organiser la sensibilisation et la vulgarisation de la loi sur toute l'étendue du territoire national | 231 | 35 | Budget National | 196 | 0 | 231 | 0 | 231 | MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, MDAEP |
| | | | | | B.2.2.2. Mettre en place un système performant de gestion de l'information foncière | 133 | 0 | Néant | 133 | 133 | 0 | 0 | 133 | MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, MDAEP, ANDF |
| | | | | | B.2.2.3. Mettre en place un observatoire de veille citoyenne sur le foncier | 200 | 0 | Néant | 200 | 0 | 200 | 0 | 200 | MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, MDAEP, ANDF |
| | Nombre de PFR complémentaires réalisés | | | B.2.3. Non démarrage du Programme nationale de la gestion foncière et domaniale dû au non bouclage des procédures administratives préalables basé au ministère en charge de développement | B.2.3.1. Accélérer les procédures administratives restantes liées au Programme nationale de la gestion foncière et domaniale basé au ministère en charge de développement | 10 | 10 | Budget National | 0 | 10 | 0 | 0 | 10 | MDAEP, Coopération Néerlandaise, MAEP, MEHU, PNOPPA, PASCiB, MEF, GIZ, AIMAEP/CTB, MCA, Mairies, ANDF |
| Sous total | | | | | | 8 110 | 350 | | 7 760 | 1 754 | 3 531 | 2 825 | 8 110 | |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|---|---|---|--|--|---|--------|----------------------|---------------------|---|-------|-------|------------------------|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | % de Superficies cultivées mécanisées | C. MECANISATION AGRICOLE ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES | C.1. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices à la mécanisation adaptée aux activités agricoles et aux zones agro- écologiques | C.1.1. Difficultés d'approvisionnement en matériels agricoles surtout pour les petits producteurs/ productrices | C.1.1.1. Rendre fonctionnel l'Agence de Développement de la Mécanisation agricole (ADMA) | 200 | 200 | Budget National | 0 | 200 | 0 | 0 | 200 | ADMA, MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCiB, ONG et les communes |
| | | | | | C.1.1.2. Susciter la création et appuyer l'équipement des ateliers de 250 Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA) | 12 250 | 2 000 | Budget National | 10 250 | 2 450 | 4 900 | 4 900 | 12 250 | ADMA, MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCiB, ONG et les communes |
| | | | | C.1.2. Faible capacité de services après- vente | C.1.2.1. Appuyer la construction de 36 Centres de Mécanisation Agricoles (CEMA) et les rendre fonctionnels : recrutement du personnel technique, formation à l'utilisation du matériel, maintenance et approvisionnement en pièces de rechange | 2 506 | 250 | Budget National | 2 256 | 501 | 1 002 | 1 002 | 2 506 | MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCiB, ONG et les communes |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|--|--|---|--|--|---|--------|------------------------|---------------------|---|-------|------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Nombre de petits transformateurs/ transformatrices équipés | | | C.1.3. Insuffisance d'infrastructures et d'équipements appropriés de transformation et de conservation des produits agricoles | C.1.3.1. Acquisition à titre pilote de 11 moissonneuses / batteuses par les petits producteurs/ productrices à raison d'01 par Département sauf Littoral | 1 430 | 1 430 | Budget National | 0 | | 1 430 | 0 | 1 430 | MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes |
| | | | C.2. Amélioration de l'accès des petits producteurs/ productrices aux connaissances professionnelles et aux innovations technologiques en matière de production, de transformation et d'adaptation aux changements climatiques | C.2.1. Non opérationnalisation de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) | C.2.1.1. Actualiser le document de Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) | 10 | 10 | Budget National | 0 | 10 | 0 | 0 | 10 | MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes |
| | | | | | C.2.1.2. Opérationnaliser et mettre en œuvre la Stratégie de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) | 50 | 10 | Projets/ programmes | 40 | 25 | 25 | 0 | 50 | MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GIZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels | |
|----------------|---|--|---|--|---|--|--------|--|---|---|-------|-------|------------------------|---|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | | |
| | Nombre de nouveaux CUMA et CEMA créés et fonctionnels | | | C.2.2. Faible diffusion des itinéraires techniques et suivi de leur adoption effective par les petits producteurs/productrices | C.2.2.1. Renforcer la diffusion des itinéraires techniques | 11 600 | 5 600 | Projets/ programmes et Budget National | 6 000 | 2 320 | 4 640 | 4 640 | 11 600 | MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GLZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes | |
| | | | | | C.2.2.2. Suivre l'application et l'adoption effective des itinéraires techniques par les producteurs | 0 | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | MAEP, CARDER, MDAEP, MEF, Coopération Japonnaise, GLZ, Coopération Indienne, Coopération Chinoise, BM, PNUD, CNA, PNOPPA, PASCiB, CCIB, ONG et les communes | |
| | | | | | C.2.3. Faible capacité en équipement et en ressources humaines des structures de recherche et de conseil agricole | C.2.3.1. Renforcer les capacités en ressources humaines (chercheurs, techniciens spécialisés et conseillers en vulgarisation) | 1 829 | 720 | Budget National | 1 109 | 0 | 914 | 914 | 1 829 | INRAB, Universités, PNOPPA, DICAF, PASCIB, DAGRI, CARDER, DE/MAEP, DPECHES/MAEP |
| | | | | | | C.2.3.2. Renforcer les capacités des structures de recherche agricole et de conseil agricole en matériels roulants, de laboratoires, d'équipements techniques de travail, etc. | 23 769 | 12 000 | Budget National et projets/ programmes | 11 769 | 4 754 | 9 507 | 9 507 | 23 769 | INRAB, Universités, PNOPPA, DICAF, PASCIB, DAGRI, CARDER, DE/MAEP, DPECHES/MAEP |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées (2013-2015) | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels | |
|-------------------|---|--|---|--|---|---|---------------|----------------------|---------------------|---|---------------|---------------|------------------------|---|--|
| | | | | | | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | | |
| | Nombre de petits producteurs/ productrices touchés | | | C.2.4. Absence de centres pilotes de recherche- développement et de formation en aquaculture/ pisciculture | C.2.4.1. Renforcer et équiper un centre pilote de recherche- développement et de formation en aquaculture/ pisciculture à Ifangni dans le département de l'Ouémé | 150 | 0 | Néant | 150 | 50 | 100 | | 150 | INRAB, Universités, PNOPPA, PASCIB, CARDER, D/ PECHES/MAEP | |
| Sous total | | | | | | 53 794 | 22 220 | | 31 574 | 10 310 | 22 519 | 20 964 | 53 794 | | |
| | Taux d'accroissement du volume de crédit adapté alloué aux bénéficiaires du secteur agricole. | D. FINANCEMENT ET MARCHÉ | D.1. Facilitation de l'accès et de l'utilisation des services du Fonds National de Développement Agricoles (FNDA) aux petits producteurs/ productrices agricoles | D.1.1. Non opérationnalisation du FNDA | D.1.1.1. Accélérer l'opérationnalisation du FNDA. Inscrire le thème à l'ordre du jour des réunions du GTA pour susciter des rencontres entre les PTF et le Président de la République pour régler définitivement la question de signature du Décret FNDA. | 0 | 0 | | 0 | | | | 0 | PTF , Groupe Thématique Agricuture (GTA), CNAB, PASCIB, CCIB, | |
| | Taux d'accroissement des investissements privés réalisés dans le secteur | | | D.1.2. Non mobilisation des ressources financières de l'Etat et autres pour l'abondement du FNDA | D.1.2.1. Intensifier le dialogue inter acteurs pour mobiliser les cinquante (50) milliards nécessaire pour la mise en route des trois guichets du FNDA | 2 | 2 | Budget National | 0 | 1 | 1 | | | 2 | PNOPPA, MAEP, PTF, PASCIB, Groupe thématique Agriculture |
| | | | | D.1.2.2. Rechercher d'autres types de partenaires financiers | | 1 | 1 | Budget National | 0 | | 0 | 0 | | 1 | PNOPPA,MAEP, PTF, PASCIB, Groupe thématique Agriculture |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|--|--|--|--|---|---|--------|----------------------|---------------------|---|-------|------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Taux d'accroissement des investissements publics réalisés dans le secteur agricole | | | D.1.3. Insuffisance d'appui des services agricoles aux petits exploitants en particulier aux femmes et aux jeunes pour faciliter leur accès à l'information et au FNDA | D.1.3.1. Mettre en place et appuyer le fonctionnement d'un dispositif de communication et d'information multi-acteurs pour mener des actions ciblées sur le FNDA au profit des petits producteurs/ productrices | 69 | 69 | Budget National | 0 | 12 | 29 | 29 | 69 | CARDER, ONG locales, PNOPPA, Coopération néerlandaise, |
| | | | D.2. Amélioration du système de distribution (stockage/ conservation, commercialisation et moyens de transport adaptés) des produits vivriers | D.2.1. Insuffisance d'infrastructures et d'équipements de séchage et de stockage/ conservation des produits vivriers | D.2.1.1. Intensifier les réalisations de construction des infrastructures et équipements pour le séchage, le stockage et la conservation des produits vivriers: 01 par arrondissement dans les 33 communes à risque d'insécurité alimentaire élevé | 825 | 100 | PSAAB | 725 | 165 | 330 | 330 | 825 | DGR, Agences de maîtrise d'ouvrage, Collectivités locales, CARDER, INRAB, SONAPRA, ONASA, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA |
| | | | | | D.2.1.2 Mobiliser les ressources pour la mise en œuvre du sous-programme intensification de la production vivrière PNSA (Programme National de Sécurité Alimentaire) dans les 33 communes les plus à risque d'insécurité alimentaire | 7 771 | 0 | Néant | 7 771 | 2 590 | 5 181 | | 7 771 | PTF, MAEP, Collectivités locales, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|-------------------|---|--|---|---|--|---|------------|---|---------------------|---|--------------|--------------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Taux d'accroissement des recettes d'exportation de produits agricoles | | | D.2.2. Insuffisance de maîtrise des techniques de conservation et de stockage (maïs, riz, manioc, tomate, oignon) par les petits producteurs et les femmes commerçantes | D.2.2.1. Renforcer la vulgarisation pour la diffusion des innovations technologiques éprouvées au profit de 500.000 petits producteurs dans les 77 communes | 2 000 | 600 | Budget National et projets/ programmes | 1 400 | 400 | 800 | 800 | 2 000 | Collectivités locales, CARDER, INRAB, DICAF, ONG, Projets/ Programmes, PNOPPA |
| | | | | D.2.3. Insuffisance d'infrastructures de commercialisation | D.2.3.1. Intensifier les réalisations de construction des infrastructures de commercialisation des produits vivriers sur les marchés physiques par arrondissement dans 30 communes à excédents vivriers (maïs, riz ...) | 750 | 60 | Projets/ programmes | 690 | | 375 | 375 | 750 | DGR, Collectivités locales, ONASA, ONG, Projets/ Programmes, Associations des commerçants des produits vivriers, Agences de maîtrise d'ouvrage |
| | Taux de couverture de la demande intérieure en produits agricoles locaux | | | D.2.4. Faible synergie entre acteurs privés et étatiques dans les systèmes d'information sur les marchés | D.2.4.1. Intensifier les actions du conseil national des statistiques pour la prise en compte des aspects liés au Système d'Informations sur les Marchés (SIM) | 516 | 0 | Néant | 516 | 103 | 206 | 206 | 516 | Système national intégré des statistiques agricoles (INSAE, direction des statistiques agricoles, conseil national des statistiques, etc.), PTF |
| | | | | | D.2.4.2. Renforcer les capacités du système des statistiques agricoles au Bénin | 400 | 100 | Budget National | 300 | 80 | 160 | 160 | 400 | Système national intégré des statistiques agricoles (INSAE, direction des statistiques agricoles, conseil national des statistiques, etc.), PTF |
| Sous total | | | | | | 12 334 | 932 | | 11 402 | 3 351 | 7 082 | 1 901 | 12 334 | |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|---|--|---|--|---|---|--------|----------------------------------|---------------------|---|------|------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans | E. NUTRITION ET SECURITE ALIMENTAIRE | E.1. Renforcement de la prévention et de la prise en charge de la malnutrition aigüe chez les populations vulnérables (enfant de moins de 5 ans, la fille adolescente, la femme enceinte et la femme allaitante) | E.1.1. Faible diffusion des bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition | E.1.1.1. Fournir un appui technique et financier aux acteurs (la DANA, les CARDER, CPS, DDS, ONG/ANE, ...) dans la diffusion des paquets technologiques de bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition | 286 | 60 | Budget National | 226 | 57 | 115 | 115 | 286 | MAEP, PASCiB, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, |
| | | | | | E.1.1.2. Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur la diffusion des bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition | 75 | 25 | Budget National et projets | 50 | 15 | 30 | 30 | 75 | MAEP, PASCiB, MS, Min Famille, PNUD, MCTIC, |
| | | | | E.1.2. Faible disponibilité des aliments de haute valeur nutritive pour la prise en charge des malnutris aigus | E.1.2.1. Valoriser et rendre disponibles les aliments locaux pour la récupération des malnutris aigus | 200 | 0 | | 200 | 40 | 80 | 80 | 200 | MAEP(INRAB, DANA, CARDER etc), MS, Min Famille, FAO, UNICEF, PNUD, MESRS, Universités, PAM |
| | | | | | E.1.2.2. Rendre disponible les ATPE au niveau des centres de récupérations nutritionnelles dans les 61 communes touchées par la malnutrition. | 183 | 0 | Néant | 183 | 37 | 73 | 73 | 183 | MAEP, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, MFE, |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|----------------|---|--|--|---|--|---|--------|----------------------|---------------------|---|------|------|------------------------|---|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | Proportion de population en dessous de niveau minimal de consommation en énergie diététique | | E.2. Promotion de l'éducation nutritionnelle à base communautaire et de la gestion des crises alimentaires | E.2.1. Manque de personnel de base au profil adéquat dans les 77 communes. | E.2.1.1. Recruter, former et équiper, pour chacune des 77 communes, un technicien formateur en Education Nutritionnelle | 46 | 46 | Budget National | 0 | 23 | 23 | | 46 | MAEP, MS, Min Famille, MFE, PNUD, MTFP, Coopération Suisse, |
| | | | | | E.2.1.2. Etendre aux 67 communes restantes l'expérience en cours dans les 10 communes du Projet de Nutrition Communautaire (mise en place de points focaux nutrition) et sélection/ contractualisation d'ONG prestataires de services en nutrition | 40 | 40 | Budget national | 0 | 8 | 16 | 16 | 40 | MAEP, Banque Mondiale, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), PASCiB, MS, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, |
| | | | | | E.2.1.3. Identifier et Former 30 ONG prestataires de services en éducation nutritionnelle pour les 67 communes | 8 | 8 | Budget national | 0 | 8 | | 0 | 8 | MAEP, PASCiB, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), Banque mondiale, FAO, UNICEF, PNUD, |
| | | | | E.2.2. Insuffisance des points de vente pour l'approvisionnement de proximité | E.2.2.1. Créer un point de vente des produits alimentaires de base (maïs, riz, sorgho, etc.) et les farines infantiles enrichies par arrondissement dans les 61 communes vulnérables. | 122 | 122 | Budget national | 0 | 41 | 81 | 0 | 122 | MAEP, MDGLAAT, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, |

| OMD/ CIBLES | INDICATEURS DE SUIVI | DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES | Interventions stratégiques retenues (priorisées) | Goulots d'étranglement priorisés | Solutions Identifiées | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements (en millions de F CFA) | | | | Partenaires Potentiels |
|-------------------|-------------------------|--|--|--|---|---|---------------|----------------------|---------------------|---|---------------|---------------|------------------------|--|
| | | | | | (2013-2015) | COÛT Total | Acquis | Source de financ. | Gap (2013 -2015) | 2013 | 2014 | 2015 | Total 2013- 2015 | |
| | | | | E.2.3. Insuffisance de réserves stratégiques de sécurité alimentaire | E.2.3.1. Mettre en place un stock stratégique public de sécurité alimentaire décentralisé dans chaque commune | 7 700 | 7 700 | Budget national | 0 | 1 540 | 3 080 | 3 080 | 7 700 | MAEP, MDGLAAT, Min Famille, MFE, FAO, UNICEF, PNUD, ONASA/MAEP, Collectivités locales. |
| | | | E.3. Renforcement du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle | E.3.1. Inefficacité du système actuel d'information et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle | E.3.1.1. Installer une base de données (collecte-traitement d'information, tableaux de bord, etc...) dans chaque commune du Bénin sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle | 34 | 34 | Budget national PBSA | 0 | 11 | 22 | 0 | 34 | MAEP, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition, Banque Mondiale, INSAE, PNUD, |
| | | | | | E.3.1.2. Mettre en place un dispositif national opérationnel de gestion et de diffusion d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle | 200 | 200 | Budget national PBSA | 0 | 67 | 133 | 0 | 200 | MAEP, Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition, Banque Mondiale, INSAE, PNUD, FAO |
| Sous total | | | | | | 8 894 | 8 235 | | 659 | 1 846 | 3 654 | 3 394 | 8 894 | |
| TOTAL | | | | | | 110 490 | 45 696 | | 64 793 | 31 714 | 48 335 | 30 320 | 110 490 | |

ANNEXE 2 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION PRIMAIRE PLAN D' ACTIONS 2014-2015

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|--|--|--|--|--|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous | | | | | | | | |
| SOUS OBJECTIF 2.1. : ACCROITRE L'ACCES AU PRIMAIRE EN PARTICULIER CELUI DES FILLES ET DES ENFANTS A BESOINS SPECIFIQUES | | | | | | | | |
| 2.1.1. : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarisation | | | | | | | | |
| | Taux Net de Scolarisation dans le primaire | 2.1.1.1. Assurance de la gratuité de l'école afin de réduire les charges parentales | Difficultés budgétaires | 1. Assurer une couverture totale de la subvention à toutes les écoles | 20 576 539 | 6 849 359 | 6 860 938 | 6 866 242 |
| | | | Mauvaise gestion des subventions | 2. Contrôler la gestion des subventions allouées aux écoles | 60 000 | 19 973 | 20 006 | 20 021 |
| | | 2.1.1.2. Promotion la demande d'éducation dans les communes à faible TBS | Faible demande de scolarisation au niveau des zones et ménages défavorisés | Mettre en œuvre le Programme d'actions complémentaires à réaliser dans toutes les communes à faible TBS | 618 964 | 154 741 | 309 482 | 154 741 |
| Sous-total | | | | | 21 255 503 | 7 024 073 | 7 190 426 | 7 041 004 |
| 2.1.2. : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif | | | | | | | | |
| | | 2.1.2.1. Appui aux initiatives des ONG et des communautés en faveur de l'éducation des enfants à besoins spécifiques | Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques | 1. Evaluer les initiatives existantes en faveur des enfants à besoins spécifiques | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 |
| | | | Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques | 2. Intégrer au moins 80% des enfants à besoin spécifiques dans le système éducatif formel | 74 999 | 24 966 | 25 007 | 25 026 |
| | | 2.1.2.2. Soutien à l'intégration scolaire en milieu ordinaire selon le degré du handicap | Non appropriation du manuel de l'UNESCO | 1. S'approprier et adopter le manuel de l'UNESCO sur les besoins éducatifs spéciaux pour la formation des enseignants | 12 000 | 12 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Evaluer le programme Intégration Scolaire des Enfants Handicapés (ISEH) en cours dans le Zou | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 |
| | | | | 3. Généraliser l'expérience du programme d'intégration des enfants handicapés dans d'autres départements sur la base du rapport d'évaluation | 300 000 | 0 | 150 000 | 150 000 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|--|-----------------|---|---|---|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| | | 2.1.2.3. Création de structures d'accueil des enfants à handicap lourd | Non maîtrise du nombre des enfants à handicap lourd | 1. Recenser les enfants à handicap lourd | 12 000 | 12 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Former 50 enseignants spécialisés pour l'encadrement des enfants à handicap lourd | 150 000 | 37 500 | 75 000 | 37 500 |
| | | | | 3. Construire et équiper un Centre d'accueil | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | | | | | 598 999 | 136 466 | 250 007 | 212 526 |
| 2.1.3. : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école | | | | | | | | |
| | | 2.1.3.1. Développement des opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés ou déscolarisés | | 1. Mettre en œuvre la première phase du Plan Stratégique du Programme de Cours Accéléré (PSPCA) | 200 000 | 66 577 | 66 686 | 66 737 |
| | | | | 2. Evaluer les autres initiatives en cours relatives à la scolarisation des enfants non scolarisés et déscolarisés | 10 000 | 10 000 | 0 | 0 |
| | | | | 3. Appuyer les initiatives pertinentes | 50 000 | 16 644 | 16 672 | 16 684 |
| Sous-total | | | | | 260 000 | 93 221 | 83 358 | 83 421 |
| 2.1.4. : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants | | | | | | | | |
| | | 2.1.4.1. Renforcement des infrastructures et des équipements | Difficultés budgétaires et non respect des textes dans l'allocation des enseignants | 1. Construire et équiper 3600 salles de classe, réhabiliter et équiper 2055 salles de classe sur la base d'une allocation équitable en fonction des besoins exprimés par les communes | 38 439 640 | 12 267 970 | 12 953 405 | 13 218 265 |
| | | 2.1.4.2 Renforcement du nombre d'enseignants qualifiés | Difficultés budgétaires et non respect des textes dans l'allocation des enseignants | 2. Recruter sur poste 2469 enseignants qualifiés en favorisant les candidatures féminines | 3 632 | 1 209 | 1 211 | 1 212 |
| | | | | 3. Rémunération des enseignants en activité | 176 660 730 | 58 348 179 | 58 943 389 | 59 369 162 |
| Sous-total | | | | | 215 104 002 | 70 617 358 | 71 898 005 | 72 588 639 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|--|---|---|---|--|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| 2.1.5. : Renforcer le partenariat public/privé | | | | | | | | |
| | | 2.1.5.1 Elaboration et mise en place d'un programme d'appui aux établissements privés | Difficultés budgétaires | 1. Définir un cadre d'appui aux établissements privés et sa mise en œuvre | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 2.1.5.2. Renforcement du suivi dans les établissements privés | Non respect des programmes d'enseignement | 2. Améliorer l'inspection et la formation continue des enseignants du privé | 100 000 | 33 289 | 33 343 | 33 368 |
| Sous-total | | | | | 100 000 | 33 289 | 33 343 | 33 368 |
| Sous-objectif 2.2. AMELIORER LA RETENTION | | | | | | | | |
| 2.2.1. : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire | | | | | | | | |
| | Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent le cycle primaire (Taux d'achèvement) | 2.2.1.1. Consolidation et extension de la mise en œuvre de la politique du sous cycle | Les Directeurs résistent à l'application des textes | 1. Elaborer et valider une politique et un plan d'action de sous cycles (avec un plan de communication) pour réduire le redoublement à 10% en 2015 | 113 800 | 113 800 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique et le plan d'action du sous cycle | 250 000 | 83 221 | 83 358 | 83 421 |
| | | | | 3. Concevoir et mettre en œuvre un dispositif pour l'encadrement des élèves en difficulté, notamment pendant les vacances scolaires | 150 000 | 49 933 | 50 015 | 50 052 |
| | | 2.2.1.2. Réduction du nombre d'écoles primaires à cycle incomplet | Les Directeurs résistent à l'application des textes | Instaurer un système de classes jumelées (par sous cycle) dans les écoles à discontinuité éducative et les écoles à faibles effectifs et accompagner le processus par la création de classes complémentaires de façon à réduire le %tage d'écoles à discontinuité à 3,3% en 2015 | 2 750 | 915 | 917 | 918 |
| Sous-total | | | | | 516 550 | 247 869 | 134 290 | 134 391 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|---|-----------------|--|-------------------------------------|---|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| 2.2.2 : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés | | | | | | | | |
| | | 2.2.2.1. Amélioration de la gestion des cantines scolaires et assurance de leur extension dans les zones les plus défavorisées | Difficultés budgétaires | 1. Réaliser une étude de faisabilité sur la généralisation des cantines communautaires | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 |
| | | | Difficultés budgétaires | 2. Renforcer le suivi-évaluation du fonctionnement des cantines communautaires | 24 999 | 8 333 | 8 333 | 8 333 |
| | | | Difficultés budgétaires | 3. Maintenir les cantines scolaires existantes | 4 500 000 | 1 497 984 | 1 500 445 | 1 501 571 |
| | | | Difficultés budgétaires | 4. Création de nouvelles cantines scolaires à raison de 50 par an dans les zones les plus défavorisées | 937 500 | 312 500 | 312 500 | 312 500 |
| Sous-total | | | | | 5 487 499 | 1 843 817 | 1 821 278 | 1 822 404 |
| Sous-objectif 2.3 : Renforcer la qualité de l'enseignement au primaire | | | | | | | | |
| 2.3.1 : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement | | | | | | | | |
| | | 2.3.1.1. Renforcement du système de formation dans les ENI | Difficultés budgétaires | 1. Achèver la construction, l'équipement et la viabilisation des 06 écoles normales d'instituteurs régionales | 1 500 000 | 499 328 | 500 148 | 500 524 |
| | | | | 2. Elaborer un cahier des charges pour fixer les normes réglementant l'ouverture et le fonctionnement des ENI privées | 12 000 | 12 000 | 0 | 0 |
| | | | | 3. Evaluer le fonctionnement pédagogique des ENI | 30 000 | 30 000 | 0 | 0 |
| | | | | 4. Renforcer l'encadrement pédagogique au cours des stages de professionnalisation | 225 000 | 74 899 | 75 022 | 75 079 |
| | | | | 5. Réviser le système de certification dans les ENI publiques | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 |
| | | | | 6. Réviser le mode de recrutement et d'allocation des bourses des apprenants des ENI publiques | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 |
| | | | | 7. Renforcer la qualification des formateurs des ENI | 200 000 | 66 577 | 66 686 | 66 737 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|-------------------------|-----------------|--|---|---|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| | | | | 8. Créer et assurer le fonctionnement d'une structure nationale de coordination et de suivi des ENI | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 |
| | | 2.3.1.2. Mise en œuvre de la politique de formation initiale et continue des enseignants | Difficultés budgétaires | Assurer la formation initiale et continue de 4500 élèves-maîtres entre 2013 et 2015 | 3 716 598 | 1 164 788 | 1 262 550 | 1 289 260 |
| | | 2.3.1.3. Renforcement en quantité et en qualité du personnel d'encadrement | Difficultés budgétaires | 1.Assurer la formation initiale de 35 conseillers pédagogiques et de 50 inspecteurs au CFPEEN | 150 000 | 150 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Organiser des formations en cours d'emploi axée sur l'APC pour le personnel d'encadrement | 200 000 | 66 577 | 66 686 | 66 737 |
| | | | Insuffisance de personnel ayant le profil d'accès | Réviser les critères d'accès au concours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 2.3.1.4. Amélioration de l'encadrement pédagogique des enseignants | Difficultés budgétaires | 1. Renforcer les capacités des directeurs d'écoles sur les 25 communes défavorisées au respect du temps scolaire, à la réduction des redoublements, à l'appui aux enfants en difficultés... | 643 500 | 214 500 | 214 500 | 214 500 |
| | | | | 2. Evaluer le système actuel d'inspection et de visites de classe de façon à s'assurer que 60% des enseignants reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP et 75% au moins des écoles reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP | 25 004 | 8 346 | 8 312 | 8 346 |
| | | | | 3. Produire des rapports trimestriels des visites de classes et inspections par les CCS et les Directions départementales | 14 999 | 4 993 | 5 001 | 5 005 |
| | | | | 4. Mettre en œuvre des activités d'animation pédagogique et de formation au niveau national, départemental et local | 324 000 | 107 855 | 108 032 | 108 113 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|---|-----------------|--|--|--|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| | | | | 5. Poursuivre la construction et l'équipement de 40 centres de documentation pédagogique dans les circonscriptions scolaires | 1 200 000 | 300 000 | 300 000 | 600 000 |
| | | 2.3.1.5. Renforcement de l'administration déconcentrée | Difficultés budgétaires Passation des marchés | 1. Doter les DDEMP et les circonscriptions scolaires en matériels et en équipements | 1 800 001 | 599 194 | 600 178 | 600 629 |
| | | | | 2. Assurer le fonctionnement des DDEMP | 2 445 001 | 813 905 | 815 242 | 815 854 |
| | | | | 3. Assurer le fonctionnement des CS | 1 500 000 | 499 328 | 500 148 | 500 524 |
| | | | | 4. Construire et réhabiliter les bâtiments des DDEMP et circonscriptions scolaires | 1 500 000 | 499 328 | 500 148 | 500 524 |
| Sous-total | | | | | 15 521 103 | 5 146 618 | 5 022 653 | 5 351 832 |
| 2.3.2. : Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les Sous cycles | | | | | | | | |
| | | 2.3.2.1. Actualisation et harmonisation des programmes et documents d'accompagnement pour les sous cycles 2 et 3 | Difficultés budgétaires | 1. Finaliser la rédaction des mesures correctives relatives aux 04 champs de formation (EA, ES EST et EPS) | 150 000 | 150 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Réécrire les guides d'enseignement des quatre champs de formation (Education Artistique (EA), Education Sociale (ES), Education Physique et Sportive (EPS) Education Scientifique et Technologique (EST)) | 150 000 | 49 933 | 50 015 | 50 052 |
| | | | | 3. Réécrire les manuels de français, de mathématique et les guides d'enseignement correspondants | 150 000 | 49 933 | 50 015 | 50 052 |
| | | | | 4. Produire les manuels d'élèves et les guides d'enseignement correspondants en EST et en ES du CI au CM2 par appel à concurrence | 6 000 000 | 1 997 312 | 2 000 593 | 2 002 095 |
| Sous-total | | | | | 6 450 000 | 2 247 178 | 2 100 623 | 2 102 199 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|--|-----------------|---|--|--|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| 2.3.3 : Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques | | | | | | | | |
| | | 2.3.3.1. Dotation à chaque rentrée scolaire et à temps, des écoles en matériels didactiques et en manuels scolaires | *Caducité du programme de dotation des écoles en matériels didactiques *Difficultés budgétaires *Passation des marchés | 1. Actualiser le programme de dotation des écoles en matériels didactiques | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 |
| | | | Faible utilisation de matériels pédagogiques dans les classes malgré une bonne disponibilité | 2. Acquérir et distribuer des manuels scolaires en mathématiques et français, du matériel didactique ainsi que des kits scolaires | 16 801 000 | 5 691 936 | 5 701 778 | 5 407 286 |
| Sous-total | | | | | 16 826 000 | 5 716 936 | 5 701 778 | 5 407 286 |
| 2.3.4. : Promouvoir le bien être en milieu scolaire | | | | | | | | |
| | | 2.3.4.1. Amélioration de la santé en milieu scolaire | Difficultés budgétaires | 1. Sensibiliser les acteurs de l'école sur les questions de santé en milieu scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | Sensibiliser les acteurs de l'école sur les pratiques d'usage relatives aux questions de santé en milieu scolaire et les appliquer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Organiser des visites médicales périodiques au profit des enseignants | 291 187 | 96 932 | 97 091 | 97 164 |
| | | | | 3. Former les enseignants sur les pratiques préventives contre les maladies récurrentes et développer des modules de formation pour les élèves | 45 000 | 14 980 | 15 004 | 15 016 |
| | | | | 4. Construire 987 blocs de latrines dans les écoles | 1 407 000 | 468 370 | 469 139 | 469 491 |
| | | | | 5. Implanter 100 points d'eau dans les écoles | 1 125 000 | 375 000 | 375 000 | 375 000 |
| | | | | 6. Sensibiliser les élèves sur les pratiques préventives contre les maladies récurrentes, les grandes pandémies (VIH SIDA, etc.) et l'hygiène | 225 000 | 74 899 | 75 022 | 75 079 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|--|-----------------|--|--|---|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| | | 2.3.4.2. Promotion du bien être des élèves par les activités sportives, culturelles et artistiques | *Absence d'infrastructures et d'équipements *Difficultés budgétaires | 1. Mettre en place des infrastructures et équipements sportifs, culturels et artistiques au niveau des écoles | 1 120 000 | 280 000 | 280 000 | 560 000 |
| | | | | 2. Appuyer les initiatives visant à développer des activités sportives, culturelles et artistiques au niveau des écoles | 200 000 | 66 577 | 66 686 | 66 737 |
| Sous-total | | | | | 4 413 187 | 1 376 758 | 1 377 942 | 1 658 487 |
| 2.3.5 Expérimenter les langues nationales à l'école primaire | | | | | | | | |
| | | 2.3.5.1 Conception et mise en œuvre du mode opératoire | Inexistence de textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales | 1. Elaborer les textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales en milieu scolaire | 9 000 | 9 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'expérimentation des langues nationales dans 75 écoles primaires | 600 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 |
| | | 2.3.5.2 Renforcement des capacités des membres du corps de contrôle et des enseignants | Inexistence de personnel d'encadrement à l'enseignement des langues nationales | 1. Former le personnel du corps de contrôle (CP & Inspecteurs) à l'enseignement des langues nationales | 100 000 | 0 | 100 000 | 0 |
| | | | | 2. Former les enseignants des écoles pilotes | 200 000 | 0 | 200 000 | 0 |
| Sous-total | | | | | 909 000 | 209 000 | 500 000 | 200 000 |
| 2.3.6. Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement | | | | | | | | |
| | | 2.3.6.1. Connaissance des problèmes spécifiques en lecture et en calcul | Faible utilisation du matériel pédagogique dans les classes malgré une bonne disponibilité | 1. Réaliser une étude diagnostic sur la maîtrise des compétences fondamentales en lecture et en calcul | 60 385 | 60 385 | 0 | 0 |
| | | 2.3.6.2. Remédiation aux problèmes observés en lecture et calcul | | 1. Réviser les méthodes d'enseignement au regard des conclusions de l'étude (instructions officielles) | 30 000 | 30 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Mettre en place un dispositif d'évaluation des acquis et mettre en œuvre deux études (une nationale et une internationale) | 147 000 | 0 | 49 000 | 98 000 |
| Sous-total | | | | | 237 385 | 90 385 | 49 000 | 98 000 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|---|-----------------|---|--|---|--|----------------|----------------|----------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| 2.3.7. Organiser les examens de fin de cycle | | | | | | | | |
| | | 2.3.7.1. Organisation des examens de fin de cycle | | 1. Organiser les examens de fin de cycle | 1 350 000 | 450 000 | 450 000 | 450 000 |
| Sous-total | | | | | 1 350 000 | 450 000 | 450 000 | 450 000 |
| 2.4. SOUS OBJECTIF : AMELIORER LA GESTION ET LE PILOTAGE | | | | | | | | |
| 2.4.1 Améliorer la gestion pédagogique | | | | | | | | |
| | | 2.4.1.1. Renforcement du système d'évaluation des acquis des apprenants | Inadaptation des documents portant profil d'entrée et de sortie des apprenants | 1. Elaborer/actualiser le document portant profil d'entrée et de sortie des apprenants | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Elaborer/actualiser et mettre en place le cadre réglementaire du système d'évaluation des acquis des apprenants | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 |
| | | | | | 3. Réaliser des enquêtes : i) sur le temps scolaire ; ii) sur le suivi des acquis scolaire sur échantillon | 375 000 | 75 000 | 100 000 |
| | | 2.4.1.2. Assurance du respect des programmes d'enseignement | Le dispositif de pilotage des inspections est inadapté | 1. Restructurer les organes d'inspection et de contrôle sur la base d'un audit et des recommandations du symposium des inspecteurs pédagogiques | 20 000 | 6 667 | 6 667 | 6 666 |
| | | | | 2. Elaborer la politique du manuel scolaire | 5 000 | 1 667 | 1 667 | 1 666 |
| | | | Inexistence d'une politique de manuel | | 3. Elaborer un plan de développement du réseau documentaire pédagogique | 10 000 | 3 333 | 3 333 |
| | | | | | | | | |
| 2.4.1.3. Amélioration du contrôle pédagogique | | Renforcer les visites de classe et les inspections | 1 200 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 | | |
| Sous-total | | | | | 1 620 000 | 496 667 | 511 667 | 611 666 |
| 2.4.2 Améliorer la gestion financière | | | | | | | | |
| | | 2.4.2.1. Développement d'une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres | | Développer une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres | 50 001 | 16 667 | 16 667 | 16 667 |
| Sous-total | | | | | 50 001 | 16 667 | 16 667 | 16 667 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|--|-----------------|---|--|--|-----------------------------|----------------|---------------|---------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| 2.4.3. Améliorer la gestion des ressources humaines | | | | | | | | |
| | | 2.4.3.1. Dotation des structures centrales et déconcentrées d'un personnel compétent | *Insuffisance de personnels techniques et administratifs qualifiés *Mauvaise allocation du personnel existant | 1. Elaborer un cadre organique de gestion des ressources humaines et suivi de sa mise en œuvre | 20 001 | 6 667 | 6 667 | 6 667 |
| | | | | 2. Elaborer un plan de recrutement et suivi de sa mise en œuvre | 10 000 | 3 333 | 3 333 | 3 334 |
| | | | | 3. Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi permanent et d'évaluation des agents | 10 000 | 3 333 | 3 333 | 3 334 |
| | | 2.4.3.2. Dotation des établissements d'un personnel compétent | Insuffisance de personnels enseignants qualifiés | 1. Elaborer un plan et mettre en œuvre la politique de formation initiale et continue des enseignants et suivre sa mise en œuvre | 10 000 | 3 333 | 3 333 | 3 334 |
| | | | | 2. Elaborer la politique de recrutement des enseignants et suivre sa mise en œuvre | 10 000 | 3 333 | 3 333 | 3 334 |
| | | 2.4.3.3. Assurance de l'allocation rationnelle et du maintien du personnel enseignant | Politisation de la gestion des ressources humaines | 1. Définir des critères de postes vacants et d'affectation des enseignants par région, commune et école | 10 000 | 3 333 | 3 333 | 3 334 |
| | | | | 2. Développer un progiciel pour les mutations et les affectations du personnel | 50 000 | 16 667 | 16 667 | 16 666 |
| | | | | 3. Prendre en compte la disponibilité réelle en enseignants dans le processus de création et d'extension des établissements | 10 000 | 3 333 | 3 333 | 3 334 |
| | | 2.4.3.4. Amélioration du suivi de la carrière du personnel de l'éducation | | 1. Analyser les modes de recrutement selon les principes de la décentralisation | 60 000 | 60 000 | 0 | 0 |
| | | | | 2. Informatiser la gestion du personnel | 50 000 | 25 000 | 25 000 | 0 |
| Sous-total | | | | | 240 001 | 128 332 | 68 332 | 43 337 |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | | |
|--|--|--|--|--|---|----------------|----------------|----------------|--------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 | |
| 2.5.1 Sous objectif : Renforcer le pilotage du système | | | | | | | | | |
| | | 2.5.1.1. Actualisation et application des textes réglementaires sur la décentralisation dans l'éducation | Non prise en compte des principes de la GAR dans les régissant la décentralisation | Renforcer la mise en place de la déconcentration/ décentralisation et de l'implication des communautés | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | 2.5.5.2. Amélioration de la capacité de gestion des structures centrales et déconcentrées | Inadéquation du profil poste emploi | 1. Renforcer les capacités du personnel de l'administration centrale et déconcentrée | 100 000 | 33 333 | 33 333 | 33 334 | |
| | | | | 2. Elaborer un plan de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures administratives centrales et déconcentrées | 20 000 | 6 667 | 6 667 | 6 666 | |
| | | | | 3. Expérimenter les contrats d'objectifs pour les écoles | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 | |
| | | | | 4. Mise en œuvre du SIGE | 1 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | |
| Sous-total | | | | | 1 630 000 | 540 000 | 550 000 | 540 000 | |
| OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | | | | | | | | | |
| 2.1.2. : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire | | | | | | | | | |
| | Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur | 2.1.2.1. Mise en œuvre des actions pour la scolarisation des filles | Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques | 1. Poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles | 1 500 000 | 499 328 | 500 148 | 500 524 | |
| | | | | | 2. Evaluer la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 |
| | | | | | 3. Développer des modules Equité/Genre pour une sensibilisation communautaire | 30 000 | 9 987 | 10 003 | 10 010 |
| | | | Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques | 4. Former le personnel enseignant, les APE, les ONG et les élus locaux sur l'Equité/Genre dans l'éducation des enfants | 120 000 | 39 946 | 40 012 | 40 042 | |
| | | | Influence des pesanteurs socio-culturelles et économiques | 5. Sensibiliser les parents pour une meilleure répartition des tâches domestiques | 30 000 | 9 987 | 10 003 | 10 010 | |

| OMD prioritaires/cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglement prioritaires | Solutions accélératrices | COÛTS (en milliers de FCFA) | | | |
|-------------------------|-----------------|----------------------------|-------------------------------------|---|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | | 2013-2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| | | | | 6. Réaliser une étude sur l'impact du confiage des enfants sur la scolarisation | 15 000 | 15 000 | 0 | 0 |
| Sous-total | | | | | 1 720 000 | 599 248 | 560 166 | 560 586 |
| | | | TOTAL | | 294 289 230 | 97 013 882 | 98 319 535 | 98 955 813 |

ANNEXE 3 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : EDUCATION SECONDAIRE, TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE PLAN D' ACTIONS 2014-2015

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étran- gements priorisé | Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | Financement ac- quis (en millions de FCFA) | Source de finan- cement | Gap de finance- ment (en millions de FCFA) | |
|--|--|--|---|---|--|------------------|------------------|--|----------------------------|--|------------------|
| | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | | |
| OMD 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous | | | | | | | | | | | |
| Cible 2.A. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires | Taux net de scolarisation dans le primaire (Taux net de scolarisation dans le premier cycle du secondaire) | Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable | Difficultés d'ordre stratégique : Absence de carte scolaire | Elaborer la carte scolaire | 30,000 | 30,000 | | 0,000 | | 30,000 | |
| | | | Insuffisance de ressources financières et faible diligence dans le traitement des dossiers de construction et de réhabilitation d'infrastructures | Construire et équiper 474 salles de classe. Réhabiliter 297 salles de classe | 4 998,066 | 2 499,033 | 2 499,033 | 1 655,000 | BN | 3 343,066 | |
| | | Sous-total 1 | | | | 5 028,066 | 2 529,033 | 2 499,033 | 1 655,000 | | 3 373,066 |
| | | Allocation équitable du personnel enseignant | Manque d'enseignants dans les disciplines scientifiques | Mettre en œuvre le plan de recrutement de nouveaux enseignants avec le détail par discipline (accent sur les disciplines scientifiques) | 60,000 | 30,000 | 30,000 | 0,000 | | 60,000 | |
| | | Sous-total 2 | | | | 60,000 | 30,000 | 30,000 | 0,000 | | 60,000 |
| | | Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire | Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources financières | Mobiliser à temps les ressources financières et mettre en œuvre des mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire | 35,000 | 15,000 | 20,000 | 0,000 | | 35,000 | |
| | | Sous-total 3 | | | | 35,000 | 15,000 | 20,000 | 0,000 | | 35,000 |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étran- gements priorisé | Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | Financement ac- quis (en millions de FCFA) | Source de finan- cement | Gap de finance- ment (en millions de FCFA) |
|----------------------------|-----------------|--|---|---|--|------------------|------------------|--|----------------------------|--|
| | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs) | Difficultés de mobilisation et insuffisance des ressources | Mobiliser à temps les ressources financières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale) dans les délais impartis | 5 582,400 | 2 636,400 | 2 946,000 | 1 097,517 | BN | 4 484,883 |
| | | | Sous-total 4 | | 5 582,400 | 2 636,400 | 2 946,000 | 1 097,517 | | 4 484,883 |
| | | Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences | Obsolescence des programmes d'études et guides pédagogiques disponibles | Réviser les programmes et guides selon l'APC au premier cycle | 13,000 | 7,000 | 6,000 | 0,000 | | 13,000 |
| | | | Insuffisance de ressources financières | Mobiliser à temps les ressources financières, produire et mettre à la disposition des établissements les programmes, guides et documents d'accompagnement révisés | 200,000 | 100,000 | 100,000 | 177,630 | BN | 22,370 |
| | | | Sous-total 5 | | 213,000 | 107,000 | 106,000 | 177,630 | | 35,370 |
| | | Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC | Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources financières | Mobiliser à temps les ressources financières, former les nouveaux professeurs et recycler les anciens à l'utilisation des programmes et guides | 1 109,805 | 439,875 | 669,930 | 1 109,805 | BN | 0,000 |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étran- gements priorisé | Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | Financement ac- quis (en millions de FCFA) | Source de finan- cement | Gap de finance- ment (en millions de FCFA) |
|----------------------------|-----------------|---|---|---|--|----------------|------------------|--|----------------------------|--|
| | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | | | Mobiliser à temps les ressources financières et révi- ser les dispositifs d'évaluation des apprentissages | 20,000 | 10,000 | 10,000 | 0,000 | | 20,000 |
| | | | | Sous-total 6 | 1 129,805 | 449,875 | 679,930 | 1 109,805 | | 20,000 |
| | | Accroissement de l'accès à l'ETFP | Difficultés d'ordre stratégique : Absence de carte scolaire | Elaborer la carte de l'ETFP | 20,000 | 20,000 | | 0,000 | | 20,000 |
| | | | | Mettre en œuvre le document-cadre de partenariat avec les Com- munes | 35,022 | 15,840 | 19,182 | 35,022 | BN | 0,000 |
| | | | Retard dans la mobilisation de ressources finan- cières | Mobiliser à temps les ressources financières et ré- novier 4 établisse- ments existants | 1 037,116 | 518,558 | 518,558 | 0,000 | | 1 037,116 |
| | | | Sous-total 7 | | 1 092,138 | 554,398 | 537,740 | 35,022 | | 1 057,116 |
| | | Recrutement et formation des enseignants et formateurs | Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières | Mobiliser à temps les ressources financières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale) | 1 800,000 | 800,000 | 1 000,000 | 0,000 | | 1 800,000 |
| | | | | Mobiliser à temps les ressources financières et recruter de nou- veaux enseignants et formateurs qualifiés | 80,000 | 30,000 | 50,000 | | | 80,000 |
| | | | Sous-total 8 | | 1 880,000 | 830,000 | 1 050,000 | 0,000 | | 1 880,000 |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étran- gements priorisé | Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | Financement ac- quis (en millions de FCFA) | Source de finan- cement | Gap de finance- ment (en millions de FCFA) |
|----------------------------|-----------------|---|---|---|--|----------------|----------------|--|----------------------------|--|
| | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | Développement des offres de formation profes- sionnelle | Insuffisance et retard dans la mobilisation de ressources finan- cières | Mobiliser à temps les ressources financières et organiser les formations profes- sionnelles de courte durée dans les établissements de l'ETFP | 500,000 | 200,000 | 300,000 | 0,000 | | 500,000 |
| | | | | Mobiliser à temps les ressources financières et étendre les forma- tions à l'AQP, au CQP et au CQM | 900,000 | 400,000 | 500,000 | 5,000 | BN | 895,000 |
| | | | | Mobiliser à temps les ressources financières et renforcer l'équipement pédagogique et didactique des établissements existants | 325,000 | 150,000 | 175,000 | 127,258 | BN | 197,742 |
| | | | Sous-total 9 | | 1 725,000 | 750,000 | 975,000 | 132,258 | | 1 592,742 |
| | | Renforcement de l'inspection péda- gogique dans les établissements | Retard dans la mobilisation de ressources finan- cières | Mobiliser à temps les ressources financières et for- mer les conseillers pédagogiques nommés dans l'ETFP | 30,000 | 14,000 | 16,000 | 29,395 | BN | 0,605 |
| | | | Sous-total 10 | | 30,000 | 14,000 | 16,000 | 29,395 | | 0,605 |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étran- gements priorisé | Solutions accél- ratives indica- tives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | Financement ac- quis (en millions de FCFA) | Source de finan- cement | Gap de finance- ment (en millions de FCFA) |
|--|---|---|---|---|--|-------------------|------------------|--|----------------------------|--|
| | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | | | | | | | | | | |
| Cible 3.A. Élimi- ner, si possible, les disparités entre les sexes dans l'ensei- gnement primaire et secondaire d'ici 2015 et à tous les niveaux de l'en- seignement pour 2015 au plus tard | Rapport filles/ garçons dans l'enseignement secondaire | Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général | Insuffisance de femmes ensei- gnantes dans le zones rurales | Mettre en place des mesures favorisant le recrutement et le maintien d'ensei- gnantes dans les zones rurales | 5,000 | 5,000 | | 0,000 | | 5,000 |
| | | | Manque de dispo- sitions pour lutter contre les pesan- teurs socio-éco- nomiques et culturelles ("la fille n'est pas faite pour aller à l'école", ...) | Réaliser l'évalua- tion de la mesure d'exonération des frais d'inscription des filles au 1er cy- cle des établisse- ments secondaires | 7,000 | | 7,000 | 0,000 | BN | 7,000 |
| | | | | Poursuivre la mise en œuvre de l'exo- nération des frais d'inscription des filles au 1er cycle des établissements secondaires | 2 550,000 | 1 250,000 | 1 300,000 | 1 489,825 | BN | 1 060,175 |
| | | | Mise à dispo- sition tardive des subventions aux lycées de jeunes filles | Octroyer à bonne date aux lycées de jeunes filles les subventions d'ap- pui au fonctionne- ment | 602,072 | 233,000 | 369,072 | 602,072 | BN | 0,000 |
| | | | Sous-total 11 | | | | 3 164,072 | 1 488,000 | 1 676,072 | 2 091,897 |
| TOTAL | | | | 19 939,481 | 9 403,706 | 10 535,775 | 6 328,524 | BN | 13 610,957 | |

ANNEXE 4 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE INFANTILE PLAN D' ACTIONS 2014-2015

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|--|---|--|--|---|--|------------|------------|------------|---------------------|---------------------------|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| OMD 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile | | | | | | | | | | | |
| Cible 4.A. Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans | 4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans | Prévention des pathologies des Nouveau-nés: (Prévention de la prématurité, surveillance du travail de l'accouchement avec le partogramme et la prévention des infections); | a.1 Faible intégration et continuité des soins | a.1.1 Renforcement du plateau technique dans les Formations Sanitaire | 630 | 315 | 315 | 210 | 420 | UNICEF USAID | |
| | 4.2 Taux de mortalité infantile | | | a.1.2 Renforcement des capacités des agents | 72 | 36 | 36 | 12 | 60 | UNICEF USAID | |
| | 4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole | a.2 Insuffisance de motivation axée sur les résultats: sanction positive et négative | a.2.1 Poursuivre l'extension du FBR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | PRPSS ; BM | | |
| | Réduction de la mortalité infanto juvénile de 10% entre 2012 et 2015 soit de 70% en 2012 à 60 % en 2015 | Sous total | | | 702 | 351 | 351 | 222 | 480 | | |
| | Amélioration du mécanisme de référence des Nouveau-Nés | b.1 Mauvais état des routes et pistes | Plaider pour l'aménagement des routes/pistes | 0 | | | 0 | 0 | Ministère des TP | | |
| | Sous total | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| | Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né | Faible administration des soins essentiels aux nouveau-nés | Renforcer les capacités des prestataires sur les soins aux nouveau-nés | 75 | 25 | 50 | 15 | 60 | UNICEF, USAID , OMS | | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|----------------------------|-----------------|--|---|--|--|------------|------------|-----------|------------------|----------------------------------|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | | b.2 Non disponibilité ou panne des ambulances | Renforcer la dotation des hôpitaux en ambulance | 300 | 200 | 100 | 0 | 300 | UNICEF, USAID, OMS, PARDZ | |
| | | | | Mettre en place et rendre fonctionnel un système de maintenance des ambulances | | | | | | | |
| | | | b.3 Faibles pouvoirs d'achat des populations | Améliorer le niveau de vie des populations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| | | | Faible respect des directives pour la référence | Poursuivre l'extension du TETU dans les formations sanitaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ARM3 ; BN | |
| | | | | Renforcer l'application de la PCIME | | | | | | | |
| | | | Sous total | | 375 | 225 | 150 | 15 | 360 | | |
| | | Renforcement de la disponibilité des intrants (masque, ambu, sondes d'aspiration, aspirateur à pied, table chauffante, médicaments d'urgence); | C.1 Insuffisance de matériels médico-techniques | b.1.2 Acquisition et mise à disposition des équipements et matériels de réanimation sur une base factuelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | UNFPA ; OMS ; USAID ; PARDZ ; BN | |
| | | | Sous total | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| | | Renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition des pédiatres et / ou délégation de tâches | C.2 Insuffisance de ressources humaines | b.1.3 Recrutement de 20 personnels qualifiés complémentaire au profit des services pédiatriques de référence | 120 | 60 | 60 | 47 | 73 | BN | |
| | | | Sous total | | 120 | 60 | 60 | 47 | 73 | | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|----------------------------|-----------------|---|---|---|--|------------|------------|-----------|---------------------------|---|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | | Montant mobilisé | Gap |
| | | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | Introduction des méthodes injectables de contraception en milieu communautaire | C.1 cadre institutionnel et légal pour introduire les injectables au niveau communautaire | a. Mettre en place le cadre institutionnel et légal pour introduire les injectables au niveau communautaire | 0 | | | | | | |
| | | Sous total | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| | | Renforcement de la disponibilité des intrants (produits contraceptifs, consommables et fongicides ; kit de PEC du RC) | Difficulté dans la mobilisation des ressources | a.1.3 Acquérir des produits contraceptifs, antipaludiques, antibiotique, orasel zinc,..... | 250 | 125 | 125 | 12 | 238 | UNFPA, USAID , BN | |
| | | Sous total | | | 250 | 125 | 125 | 12 | 238 | | |
| | | Renforcement de la prise en charge du paludisme ; de la pneumonie, de la diarrhée et de la PF au niveau des formations sanitaires et de la communauté | Faible application de la PCIME | Renforcer les capacités des nouveaux agents sur la PCIME | 150 | 75 | 75 | 0 | 150 | BN, USAID, UNFPA | |
| | | | | Poursuivre le renforcement des capacités des prestataires sur la PF en milieu communautaire | | | | | | | |
| | | | Insuffisance des Relais Communautaires (RC) | Améliorer la couverture des villages en RC | 180 | 90 | 90 | 0 | 180 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies | |
| | | | Insuffisance de supervision des RC | Renforcer la supervision des RC par les chefs postes | 15 | 8 | 8 | 6 | 2 | UNICEF, USAID, CARE, URC-HCH, BN, Mairies | |
| | | Sous total | | | 345 | 173 | 173 | 6 | 332 | | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|----------------------------|-----------------|--|--|--|--|------------|------------|-----------|---------------------------|--|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | | Montant mobilisé | Gap |
| | | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | Renforcement de la disponibilité des intrants (équipements et médicaments); | Difficulté dans la mobilisation des ressources | b.1.1 Acquérir des équipements pour les relais communautaires b.1.2 Acquérir des médicaments et kit de prise en charge RC contraceptifs | 90 | 45 | 45 | 0 | 90 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies | |
| Sous total | | | | | 90 | 45 | 45 | 0 | 90 | | |
| | | Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé; | Non prise en compte des données du niveau communautaire par le SNIGS | Intégrer les données du niveau communautaire et du secteur privé dans les SNIGS | 10 | 10 | 0 | 10 | 0 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies | |
| Sous total | | | | | 10 | 10 | 0 | 10 | 0 | | |
| | | Développement de partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions | Faible implication des mairies dans les problèmes de santé des populations | b.1.3 Prendre en charge des RC dans l'approche de financement bas » sur la performance | 300 | 150 | 150 | 30 | 120 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies | |
| Sous total | | | | | 300 | 150 | 150 | 30 | 120 | | |
| | | Renforcement de compétence des RC | Insuffisance de couverture des localités en RC formés | b.2.2 Former les RC sur paquet complet d'activités | 36 | 18 | 18 | 6 | 30 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies, UNFPA, Coopération suisse | |
| | | | | b.3.2 Superviser les RC par les chefs poste; | 24 | 12 | 12 | 10 | 12 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies, UNFPA, Coopération suisse | |
| Sous total | | | | | 60 | 30 | 30 | 16 | 42 | | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélérati- ves indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|----------------------------|-----------------|---|---|---|--|--------------|--------------|--------------|---------------------------|---|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | | Montant mobilisé | Gap |
| | | | | | | 2014-2015 | 2014 | 2015 | | | |
| | | Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans | Faible couverture des consultations d'enfants sains | Surveillance de l'état nutritionnel | 60 | 30 | 30 | 10 | 50 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies | |
| | | | | Prise en charge de la malnutrition aiguë. | 120 | 60 | 60 | 25 | 95 | UNICEF, USAID, CARE ,URC-HCH, BN, Mairies | |
| | | | | Prise en charge gratuite de la cesarienne | 7 000 | 3 500 | 3 500 | 6 400 | 600 | | |
| | | Sous total | | | 7 180 | 3 590 | 3 590 | 6 435 | 745 | | |
| TOTAL | | | | | 9 432 | 4 759 | 4 674 | 6 793 | 2 480 | | |

ANNEXE 5 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : SANTE MATERNELLE PLAN D'ACTION 2014-2015

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|--|---|--|---|---|--|-------|------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------------------|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | | Montant mobilisé | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| OMD 5 : Améliorer la santé maternelle | | | | | | | | | | | |
| Cible 5A : réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité | 5.1 Taux de mortalité maternelle | Intervention A : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux | a.1 Absence d'alignement des donateurs sur les besoins du pays | a.1.1 Renforcer l'alignement des donateurs sur les besoins et priorités du pays | 0 | 0 | 0 | | UNFPA, UNICEF, BN | | |
| | Réduction de la mortalité maternelle de 50 points entre 2012 et 2015 soit de 397 p 100 000 NV en 2012 à 347 p 100 000 NV en 2015 | | a.2 Financement insuffisant pour l'acquisition des équipements des SONU | a.2.1 Plaidoyer pour l'accroissement des ressources en faveur des équipements SONU vers les PTF et le budget national | 500 | 90 | 0 | | 180 | UNFPA, UNICEF, BN | |
| | | | a.3 Les audits des décès maternels sont irréguliers voire inexistant dans les formations sanitaires | a.3.1 Institutionnalisation et systématisation des comités et séances d'audits des décès maternels dans toutes les formations sanitaires du Benin | 120 | 36 | | | 84 | UNFPA, UNICEF, BN | |
| | | | | a.3.2 Extension des formations sur les audits à tous les prestataires des formations sanitaires | 246 | 16 | | | 230 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |
| | | | | a.3.4 Organiser des comités et séances d'audits des décès maternels dans les communautés | 20 | 5 | | | 15 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |
| | Le système de référence et de contre référence est inopérant (Etat défectueux des routes, faiblesse du système d'orientation des patients, Insuffisance en ambulance) | Renforcer la coopération inter-secteur pour la prise en charge des urgences obstétricales (ministère des TP et autres) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | | | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|---|---|---|--|---|--|------------|----------|----------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | | Montant mobilisé | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | | | Renforcer le système d'orientation des patients dans les formations sanitaires | 15 | 7 | | | 8 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |
| | | | | Améliorer la couverture et la fonctionnalité en ambulance | 300 | 0 | | | 300 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |
| Sous total | | | | | 1 201 | 154 | 0 | 0 | 817 | | |
| | 5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié. | Intervention B : Améliorer la couverture en accouchements assistés | a.1 Faible utilisation du partogramme pour la prise de décision en salle d'accouchement | a.1.1 Renforcement de la supervision formative auprès des prestataires des maternités | 100 | 40 | | | 60 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |
| a.1.2 Améliorer la disponibilité des visuels dans les salles d'accouchements | | | | 100 | 48 | | | 52 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | | |
| a.1.3 Mettre en place des centres de référence dans chaque département pour la mise à jour des prestataires | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | | |
| a.2 Nombre insuffisant de personnel qualifié (sage-femme et gynécologues) dans les maternités | | | a.2.1 Recruter du personnel complémentaire (sage-femme, médecins et gynécologues) | 210 | 210 | | | 0 | BN | | |
| | | | a.2.2 Renforcement de compétence des prestataires en place dans les centres de références régionaux | 60 | 0 | | | 60 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | | |
| Sous total | | | | | 470 | 298 | 0 | 0 | 172 | | |
| | 5.3 Taux de contraception | Intervention C : Améliorer le taux de couverture en planification familiale | a.1 Difficultés de gestion de stocks des produits contraceptifs (rapport incomplets, retard dans le rendu des rapports, multitude de logiciels de gestion, etc.) | a.1.1 Retenir un seul logiciel de gestion des stocks, et l'actualiser de manière consensuelle avec toutes les parties prenantes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | |
|----------------------------|-----------------|---------------------------------------|---|--|--|------|------|------------------|------------------------|---|
| | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | | | Améliorer la disponibilité des données de consommation à bonne date des produits contraceptifs | 45 | 0 | | | 45 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG |
| | | | Non fonctionnalité du comité de sécurisation | a.1.2 Rendre fonctionnel le comité de sécurisation et assurer la régularité de la tenue de ses sessions | 60 | 12 | | | 48 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG, OSC |
| | | | a.2 Financement insuffisant du pays au profit de l'achat des contraceptifs | a.2.1 Augmenter la part du budget national consacré à l'achat des contraceptifs | 150 | 12 | | | 138 | BN |
| | | | a.1 Faible capacité des prestataires pour l'offre des méthodes de longue durée (DIU et implants) | a.1.1 Renforcer les compétences des prestataires en logistique contraceptive et en sécurisation des produits contraceptifs | 198 | 27 | | | 171 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG |
| | | | | a.1.2 Améliorer les capacités par les supervisions intégrées et formatives en logistique contraceptive et en sécurisation des produits contraceptifs | 60 | 12 | | | 48 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG, OSC |
| | | | | a.2.2 Acquérir les matériels et équipements pour l'offre des méthodes de longue durée | 0 | | | | | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG |
| | | | a.1 Obstacles à l'accès aux services de planification familiale (faible implication des hommes, perceptions non favorables à la PF, conception pro nataliste des populations, mauvaise gestion des effets indésirables) | a.1.1 Intensification des activités de plaidoyer relatif aux facteurs culturels, en direction des hommes, des leaders traditionnels et religieux | 92 | 18 | | | 74 | ABMS, Pays Bas USAID, UNFPA, ABPF, BN, ONG |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | |
|----------------------------|-----------------|---------------------------------------|---|---|--|--------------|----------|------------------|-----------------------------------|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | | | |
| | | | | a.1.2 Amélioration de l'offre spécifique à l'endroit des adolescents et jeunes y compris la lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, etc. | 150 | 150 | | 0 | ABMS, Pays Bas | |
| | | | | a.1.3 Améliorer le mécanisme de gestion des effets indésirables dus à la PF | 15 | 5 | | 10 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS, ONG | |
| | | | | Organisation des activités de mobilisation sociale couplée à l'offre gratuite de méthodes contraceptives (participation à la quinzaine de la CARMMA, etc) | 450 | 65 | | 385 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, ABMS | |
| | | | a.2 Insuffisance des points d'offre complète des services de PF | a.2.1 Augmentation du nombre de points de services complets en PF | 120 | 0 | | 120 | USAID, UNFPA, ABPF, BN, | |
| | | | | a.2.2 Augmentation du nombre de points de services complets en PF spécifiques en SRAJ | 450 | 450 | | 0 | ABMS, Pays Bas | |
| Sous total | | | | | 1 790 | 751 | 0 | 0 | 1 039 | |
| TOTAL | | | | | 3 461 | 1 203 | 0 | 0 | 2 028 | |

ANNEXE 6 - CADRE D'ACCELERATION DES OMD : VIH/SIDA, TUBERCULOSE ET PALUDISME PLAN D' ACTIONS 2014-2015

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|--|--|--|---|---|---|------------|------------|------------------|------------------------|--------------------------------------|---|
| | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap | |
| | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | | |
| OMD 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies | | | | | | | | | | | |
| Entrayer la propagation du VIH / Sida | | | | | | | | | | | |
| Cible 6.A. D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle | 6.1 En 2015, la prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans est égale à 0,35% | Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés | Difficultés à mobiliser les ressources pour organiser des campagnes de dépistage du VIH en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés | Rendre disponible les ressources nécessaires pour l'organisation de campagnes de dépistages en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés | 240 | 120 | 120 | 0 | 240 | BN : 240 2014 : 120 2015 : 120 | |
| | | | Ruptures fréquentes de réactifs de dépistage | Plaidoyer au près du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | |
| | | | | Faire passer une communication en conseil des Ministre pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des réactifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | |
| | | Sous total | | | | 240 | 120 | 120 | 0 | 240 | |
| | | | Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA | Difficultés à mobiliser les ressources pour sensibiliser les jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA | Rendre disponible les ressources nécessaires pour l'organisation de journées mondiales de lutte contre le Sida dans chaque département et au niveau national | 50 | 25 | 25 | 0 | 50 | BN : 50 2014 : 25 2015 : 25 |
| | | Sous total | | | | 50 | 25 | 25 | 0 | 50 | |
| | | | Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6 | Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) | Rendre disponible (en complément des 96 618 420 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) | 149 | 0 | 149 | 97 | 53 | FM : 96,6 BN : 52,6 2014 : 0 2015 : 52,6 |
| | | Sous total | | | | 149 | 0 | 149 | 97 | 53 | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|--|---|--|-----------------------------------|------------------------------------|--|-----------|-----------|------------|------------------|------------------------------------|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's (Travailleuses de sexe, Homme ayant des rapports sexuels avec des hommes, Utilisateurs de drogues par voie intraveineuse...) en contractant avec des ONG | - | - | 172 | 86 | 86 | 172 | 0 | FM : 171,7 | |
| Sous total | | | | | 172 | 86 | 86 | 172 | 0 | | |
| Cible 6.A. D'ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle | 6.2 En 2015, 50% au moins de la population déclare avoir utilisé le préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque | Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés | Idem aux goulots de l'OMD 6.1 | Idem aux solutions de l'OMD 6.1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Coût pris en compte dans l'OMD 6.1 | |
| | | Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA | Idem aux goulots de l'OMD 6.1 | Idem aux solutions de l'OMD 6.1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Coût pris en compte dans l'OMD 6.1 | |
| | 6.3 En 2015, 20% de la population âgée de 15 à 24 ans a des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/Sida (enquête de 2011-2012 a révélé que 4,6% seulement des jeunes avaient une connaissance complète) | Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés | Idem aux goulots de l'OMD 6.1 | Idem aux solutions de l'OMD 6.1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Coût pris en compte dans l'OMD 6.1 | |
| | | Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le SIDA | Idem aux goulots de l'OMD 6.1 | Idem aux solutions de l'OMD 6.1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Coût pris en compte dans l'OMD 6.1 | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels |
|---|---|--|---|--|--|--------|-------|------------------|---------------|---|
| | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | Gap | |
| | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| Assurer l'accès au traitement contre le VIH / Sida | | | | | | | | | | |
| Cible 6.B: D'ici à 2015, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida | D'ici 2015, 97% des adultes et 90% des enfants au stade avancé de l'infection par le VIH ont accès à des médicaments antiviraux | Int A : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH (64% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM)) | Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 36% d'ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH | Rendre disponible (en complément des 8 747 507 620 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition d'ARV et médicaments pour OI | 13 649 | 11 166 | 2 483 | 8 748 | 4 901 | FM : 8 747,5 BN : 4 901,2 2014 : 3 908,1 2015 : 993,1 |
| | | | Lourdeur dans les procédures de passation de marchés | Faire passer une communication en conseil des Ministre pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des ARV | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | | | | Plaidoyer au près du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | | | Difficulté d'approvisionnement des sites de prise en charge (mise en place des médicaments), et de suivi de des activités connexes pour une utilisation efficiente de ces médicaments (supervision des agents chargés de la gestion, des agents qui prescrivent ces médicaments...) | Rendre disponible les ressources pour réaliser les activités connexes à l'acquisition des ARV (approvisionnement des sites, suivi de la gestion des ARV, supervision des agents qui prescrivent ces ARV...) | 40 | 20 | 20 | 0 | 40 | BN : 40 2014 : 20 2015 : 20 |
| | | | Total Intervention A | | | | | 13 689 | 11 186 | 2 503 |
| | | Int B : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH (62% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM) | Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 38% des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH | Rendre disponible (en complément des 4 359 405 584 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition de 38% des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH | 6 977 | 3 461 | 3 516 | 4 359 | 2 618 | FM : 4 359,4 BN : 2 617,9 2014 : 1 211,4 2015 : 1406,5 |
| | | | | | | | | | | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|---|---|---|---|---|--|--------------|--------------|--------------|------------------|---|---|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | | Lourdeur dans les procédures de passation de marchés | Faire passer une communication en conseil des Ministre pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des réactifs pour les PVVIH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | |
| | | | | Plaidoyer au près du Fonds Mondial pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | |
| Total Intervention B | | | | | 6 977 | 3 461 | 3 516 | 4 359 | 2 618 | | |
| | | Int C : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des | Difficultés de mobilisation de ressources financières complémentaires pour l'acquisition de 38% des consommables pour le suivi biologique des PVVIH | Prévision de ligne budgétaire sur PIP pour combler le gap pour l'acquisition des consommables | 508 | 256 | 252 | 317 | 190 | FM : 317,3 | |
| | | PVVIH (62% des besoins nationaux sont pris en charge par le FM) | | Rendre disponible (en complément des 317 330 448 FCFA mobilisés sur financement Fonds Mondial) les ressources nécessaires pour l'acquisition de 38% des consommables pour le suivi biologique des PVVIH | | | | | | | BN : 190,3 2014 : 89,6 2015 : 100,7 |
| Total intervention C | | | | | 508 | 256 | 252 | 317 | 190 | | |
| | | Int D : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge par des PVVIH | - | - | 242 | 121 | 121 | 242 | 0 | FM : 242,2 | |
| Total intervention D | | | | | 242 | 121 | 121 | 242 | 0 | | |
| Maitriser le paludisme et d'autres grandes maladies | | | | | | | | | | | |
| Cible 6.C. D'ici 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencer à inverser la tendance | 6.7. Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous moustiquaires imprégnées d'insecticide | Intervention A : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014 (accès universel) | a.1 : Retard dans le processus d'acquisition des MIILD sur financement Fonds Mondial | a.1.1 Demander au Fonds Mondial d'utiliser le mécanisme d'acquisition d'intrants groupée en faveur de plusieurs pays ou institutions (VPP) pour acquérir les MIILD de la campagne | 0 | | | 0 | 0 | MS CNC Principal Récipiendaire FMM | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|------------------------|--|---|---|--|---|---------------|----------|---------------|------------------|--|---|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | | | a.1.2 acquérir des MIILD | 14 451 | 14 451 | 0 | 14 451 | 0 | PMI | |
| | | | | a.1.3 Distribuer des MIILD | 1 211 | 1 211 | | 1 211 | 0 | PMI | |
| | | | | a.2.1 Plaidoyer auprès de l'PMI/USAID pour le financement des activités de mobilisation communautaire | 95 | 95 | | 0 | 95 | BN : 20 | |
| | | | | Sous total | 15 757 | 15 757 | 0 | 15 662 | 95 | | |
| | | | | Intervention B : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an | Ras | Ras | | 0 | 0 | 0 | |
| | Sous total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | |
| | 6.8. Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés. | Intervention A : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire | b.1 Faiblesse du système d'information et de gestion logistique (SIGL) en faveur des intrants de lutte contre le paludisme (TDR, MIILD, CTA, etc) qui s'exprime par la non remontée systématique des données au niveau national | b.1.1 Accélérer le processus d'amélioration de la fonctionnalité du Système d'Information et de Gestion Logistique (SIGL) | 509 | 250 | 240 | 490 | 19 | BN : 19 (Ministère des finances) PMI/USAID | |
| | | | | b.1.2 Appuyer sous l'égide de la DPMED, la mise en œuvre de réformes visant une gestion plus efficace des intrants de lutte contre les maladies prioritaires | 75 | 35 | 40 | 0 | 75 | BN : 15 (Ministère des finances) PMI/USAID | |
| | | | | b.2 Faible taux de diagnostic biologique des présomptions cliniques | b.2.1 Acquérir les quantités requises de tests de diagnostic (TDR) pour la confirmation des cas suspects de paludisme | 778 | 18 | 760 | 0 | 778 | BN : 50 Ministère des finances BM FM Unicef |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|------------------------|--|---|---|---|--|--------------|--------------|--------------|------------------|---|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | | | b.2.2 Sensibiliser davantage les populations sur l'initiative présidentielle de prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes dans les formations sanitaires publiques afin de réduire au maximum le retard aux soins. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | PNLP Partenaires PNL Autres acteurs | |
| | | | | b.2.3 Renforcer le financement de l'initiative présidentielle de prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes | 35 000 | 1 500 | 2 000 | 2 000 | 1 500 | | |
| | | | | b.2.3 Accélérer la formation de tous les relais communautaires sur le diagnostic biologique du paludisme | 138 | | | 138 | 0 | BN : 10 PMI | |
| | | | b.3 Insuffisance des ressources pour acquérir les CTA | b.2.4 Renforcer la supervision sur le diagnostic biologique du paludisme au niveau des secteurs public et privé | 500 | 240 | 230 | 470 | 30 | BN : 50 PMI/USAID BM FM Unicef | |
| | | | b.4 Insuffisance des ressources humaines en santé qualifiée | b.3.1 Plaidoyer auprès de la BM et l'USAID/PMI pour acquérir les CTA pour le traitement des cas de paludisme à tous les niveaux | | 316 | | 316 | 0 | Ministère de la Fonction Publique Ministère de la santé | |
| | | | Sous total | | 37 000 | 2 359 | 3 270 | 3 414 | 2 402 | | |
| | 6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie | Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale | Absence de moyen logistique pour la réalisation cette enquête d'envergure nationale | b.3.1 Accélérer les réformes engagées dans le domaine de la gestion des RH en santé | 0 | | | | 0 | OMS Fonds Mondial Union Ministère de la Santé PNT | |
| | | | Sous total | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | Partenaires potentiels | | |
|------------------------|-----------------|---|--|---|--|----------|----------|----------|------------------------|---|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | | Montant mobilisé | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au de la population | Faiblesse du dispositif de déclaration des décès surtout ceux liés à la tuberculose | Sensibiliser les populations sur la nécessité de déclarer tous les cas de décès dus à la tuberculose | 10 | | | | 10 | INSAE CEFOP DPP/MS PNT Fonds Mondial | |
| | | | Manque de conscience professionnelle de certains officiers de l'état civil qui n'enregistrent pas systématiquement les décès déclarés | Mettre en place un cadre fonctionnel de collaboration entre les ministères concernés (Plan, Santé, Intérieur, Justice, Affaires étrangères) pour rendre fonctionnel l'état civil afin de disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population | 5 | | | | 5 | INSAE Ministère de la Santé Ministère du Plan Ministère de la Justice Ministère de l'intérieur Ministère des Affaires étrangères PNT Fonds Mondial | |
| | | Sous total | | | 15 | 0 | 0 | 0 | 15 | | |
| | | Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs | Insuffisance dans la décentralisation du diagnostic microscopique de la tuberculose | Créer des centres de diagnostic microscopique dans les 10 communes non encore couvertes | 2 | | | | 2 | Fonds Mondial Union PNT MS | |
| | | | Faible implication des prestataires surtout du secteur privé dans la lutte contre la tuberculose | Poursuivre l'extension du partenariat public privé mixte (PPM-DOTS) vers les prestataires du secteur privé | 52 | | | | 52 | Fonds Mondial Union PNT MS | |
| | | | Faible implication des partenaires communautaires en l'occurrence des relais communautaires dans l'identification et la référence des suspects de tuberculose vers les centres de diagnostic | Réorganiser la collaboration avec les relais communautaires en s'inspirant des « expériences réussies » des autres projets et programmes de santé tels qu'AFRICARE, CRS, etc. | 88 | | | | 88 | Fonds Mondial Union PNT AFRICARE CRS DNSP | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|------------------------|--|--|--|--|--|-----------|------------|------------|------------------|---|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | | Insuffisance de ressources financières pour développer des stratégies de dépistage actif des cas de tuberculose jusque dans leurs milieux de vie | Faire des plaidoyers pour la mobilisation des ressources nécessaires pour développer des stratégies novatrices de dépistage actif de la tuberculose à l'instar de l'expérience TB REACH financée par l'OMS en 2011 | 563 | | | 450 | 113 | Fonds Mondial Union PNT MS UNFPA UNICEF USAID | |
| | | | Persistance des poches de populations peu informés sur la tuberculose | Identifier de nouveaux canaux porteurs de sensibilisation sur la tuberculose en vue d'améliorer la connaissance de toutes les populations sur cette maladie pour in fine les inciter à se rendre spontanément dans les centres de dépistage et de traitement | 40 | | | 0 | 40 | Fonds Mondial Union PNT MS | |
| | | | Sous total | | 745 | 0 | 0 | 450 | 295 | | |
| | 6.10 Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation | Acquisition chaque année les médicaments antituberculeux de 1ère et 2è ligne pour le traitement des patients tuberculeux | Lourdeurs des procédures administratives d'approvisionnement des médicaments | Introduire une communication en conseil des ministres pour obtenir une dérogation spéciale pour l'acquisition des médicaments antituberculeux | 200 | | | 198 | 2 | MS PNT Fonds Mondial | |
| | | | Dépendance du financement extérieur pour l'acquisition des médicaments | Rendre disponible en complément des ressources mobilisées sur le financement intérieurs pour l'acquisition des médicaments antituberculeux | | | | | | Union | |
| | | Sous total | | 200 | 0 | 0 | 198 | 2 | | | |
| | | Formation/recyclage chaque 2 ans des prestataires des centres de diagnostic de la tuberculose | Forte mobilité des agents des centres de diagnostic due aux affectations sans concertation préalable avec la coordination du PNT | Mettre en place un système de concertation entre les directions départementales de la santé, les coordinations de zone sanitaire et la coordination du PNT pour gérer les affectations des agents impliqués dans la prise en charge des patients | 40 | | | 30 | 10 | Fonds Mondial Union PNT DDS CZS MS | |
| | Sous total | | 40 | 0 | 0 | 30 | 10 | | | | |

| OMD prioritaire/Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | | | | Partenaires potentiels | |
|------------------------|-----------------|--|---|--|--|---------------|---------------|---------------|------------------|---|-----|
| | | | | | 2014-2015 | Coût | | | Montant mobilisé | | Gap |
| | | | | | | Total | 2014 | 2015 | | | |
| | | Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et les laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux du niveau intermédiaire du programme | Lourdeurs des procédures administratives pour la réalisation des travaux de génie civil | Introduire une communication en conseil des ministres pour obtenir une dérogation spéciale pour accélérer les travaux de génie civil | | | | | | Fonds Mondial Union PNT DRFM MS | |
| | | | | Construire les salles d'hébergement, de soins et les laboratoires (Préciser le nombre) | 305 | | | | 305 | | |
| | | Sous total | | | 305 | 0 | 0 | 0 | 305 | | |
| TOTAL | | | | | 76 089 | 33 371 | 10 042 | 33 689 | 11 216 | | |

ANNEXE 7 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET TRANSPORT PLAN D'ACTION 2014-2015

| Interventions prioritaires | Coûts estimatifs (en millions de FCFA) | | Coût total | Financement acquis (en millions de FCFA) | Gap de financement | Source de financement |
|--|--|---------------|----------------|---|--------------------|---------------------------|
| | 2014 | 2015 | | | | |
| OMD 7 : Assurer un environnement durable | | | | | | |
| Réhabilitation de 10 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou (100 km pour les Communes du Sud et du centre et 200 km pour les Communes du Nord). | 73 176 | 40 000 | 113 176 | 8 000 | 105 176 | FR, DANIDA, FED, PAYS BAS |
| Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin. | 1 151 | | 1 151 | 1 000 | 151 | KFW |
| Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégoués | 0 | 0 | 0 | 200 | -200 | UEMOA |
| AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE AKASSATO-BOHICON | 47 871 | 43 224 | 91 095 | 108 370 | -17 275 | BN, CHINE |
| Huit (08) sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme, dont trois (03) prioritairement dans les localités de : Azowlissè, Athiémé et Kessounou | 876 | 876 | 1 751 | 385 | 1 366 | BN |
| Huit (08) embarcadères/débarcadères construits, aménagements de trois (03) routes et deux (02) plans inclinés pour desservir certains de ces embarcadères/débarcadères | 2 627 | 2 627 | 5 253 | 1 156 | 4 097 | BN |
| Coût total | 125 700 | 86 726 | 212 426 | 119 111 | 93 315 | |

ANNEXE 8 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE PLAN D'ACTION 2014-2015

| Interventions/mesures prioritaires | Coût (en millions de FCFA) | | | Coût total du financement | Financement acquis (en millions de FCFA) | Gap de financement | Source de financement |
|---|----------------------------|------------------|------------------|---------------------------|--|--------------------|--|
| | 2013 | 2014 | 2015 | | | | |
| OMD 7 : Assurer un environnement durable | | | | | | | |
| A.1 Intensification des actions de reboisement | | | | | | | |
| A.1.1.1 Mettre en œuvre le projet 9 millions d'âmes, 9 millions d'arbres | 0,00 | 500,00 | 1 000,00 | 2 250,20 | 2 250,20 | 0,00 | BN |
| | 0,00 | 3 500,00 | 4 000,00 | 20 251,80 | 0,00 | 0,00 | Aucune convention de financement ou accord signé avec les PTF |
| A.1.1.2 Poursuivre l'installation de 1000 Ha de tecks par an par l'ONAB | 750,00 | 800,00 | 850,00 | 2 400,00 | 2 400,00 | 0,00 | Fonds propres de l'ONAB |
| A.1.1.3 Poursuivre les Activités Alternatives Génératrices de Revenus afin de réduire la pression anthropique sur les ressources nationales (AGR) | 707,00 | 650,00 | 593,00 | 1 950,00 | 1 950,00 | 0,00 | "IDA, FEM (Financement disponible sur des projets en cours d'exécution)" |
| Sous total | 1 457,00 | 5 450,00 | 6 443,00 | 26 852,00 | 6 600,20 | 0,00 | |
| C.1 Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes | | | | | | | |
| C.1.1.1 Réaliser les travaux d'ouverture et de calibrage des collecteurs dans les villes de Cotonou et Porto-Novo | 9 020,80 | 3 179,20 | 0,00 | 12 200,00 | 11 400,00 | 800,00 | "IDA (PUGEMU) (Le gap est à rechercher sur l'IDA)" |
| C.1.1.2 Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les villes de Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Abomey-Calavi, Sèmè-Podji, Ouidah, Kandi, Lokossa, Comè, Abomey, Bohicon, Kétou, Savalou, Savè, Tchaourou et Dassa-Zoumè. | 1 540,00 | 4 995,00 | 3 383,00 | 12 351,00 | 12 351,00 | 0,00 | BN |
| | 4 810,37 | 15 480,00 | 8 986,00 | 64 406,00 | 32 006,00 | 12 960,00 | "BOAD, BIDC, IDA (le coût total sur 2013-2015 est inférieur au montant total acquis. Les négociations sont en cours pour la mobilisation du reste de financement sur IDA)" |
| Sous total | 15 371,17 | 23 654,20 | 12 369,00 | 88 957,00 | 55 757,00 | 13 760,00 | |
| C.2 Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées | | | | | | | |
| C.2.1.1 Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès | 125,00 | 300,00 | 375,00 | 800,00 | 800,00 | 0,000 | BN |
| | 681,44 | 292,05 | 0,00 | 973,49 | 973,49 | 0,000 | IDA |
| C.2.1.2 Construire une cellule supplémentaire au Lieu d'Enfouissement Sanitaire (LES) et réhabiliter la voie d'accès à la décharge de Ouèssè | 1 048,92 | 664,00 | 0,00 | 1 712,92 | 1 712,92 | 0,00 | IDA |

| Interventions/mesures prioritaires | Coût (en millions de FCFA) | | | Coût total du financement | Financement acquis (en millions de FCFA) | Gap de financement | Source de financement |
|--|----------------------------|------------------|------------------|---------------------------|--|--------------------|-----------------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | | | | |
| C.2.1.3 Appuyer la Mairie de Porto-Novo à rendre opérationnel le Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Takon | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 | BN |
| Sous total | 1 855,36 | 1 556,05 | 375,00 | 3 786,41 | 3 486,41 | 300,00 | |
| D.1 Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre | | | | | | | |
| D.1.1.1 Viabiliser les sites de construction des logements économiques à Parakou, Abomey-Cavallavi, Abomey, Kandi, Savè, Djougou, Savalou, Sèmè-Podji, Pobè, Natitingou, Tchaourou et Dassa-Zounmè | 100,00 | 2 000,00 | 4 500,00 | 6 600,00 | 6 600,00 | 0,00 | BN |
| D.1.1.2 Adopter et mettre en œuvre l'option "Location-Vente" pour la cession des logements économiques construits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | BN |
| Sous total | 100,00 | 2 000,00 | 4 500,00 | 6 600,00 | 6 600,00 | 0,00 | |
| Coût total | 18 783,53 | 32 660,25 | 23 687,00 | 126 195,41 | 72 443,61 | 14 060,00 | |

ANNEXE 9 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : EAU ET ASSAINISSEMENT PLAN D'ACTION 2014-2015

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels | |
|--|--|---|---|---|--|--------|----------------------------|-------------------------|---|-------|-------|---|---|
| | | | | | Total | Acquis | Source de fi- nancement | Gap de fi- nancement | 2013 | 2014 | 2015 | | |
| OMD 7 : Assurer un environnement durable | | | | | | | | | | | | | |
| Domaine de l'Eau | | | | | | | | | | | | | |
| Cible 7C : Réduire de moitié d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base | 7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée | Intervention A : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès (Zou 57,0%, Atlantique 58,8%, Donga 60,2%) avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zones hydrogéologiquement difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà bien loties | a.1. Faible prise en compte des technologies adaptées aux zones hydrogéologiques difficiles et des grands ouvrages de mobilisation des eaux de surface pour des usages multiples dans l'opérationnalisation des politiques/stratégies ainsi que la conception/ mise en œuvre des programmes sectoriels. | a.1.3. Réaliser des ouvrages hydrauliques (FPM et AEV) dans les localités à faibles taux de desserte | 10 000 | 6 556 | KFW | 3 444 | 3 032 | 3 524 | 3 444 | MERPMEDER, DG-Eau, DPP, Service de l'Eau, Collectivités locales, MEF, MDAEP | |
| | | | | | 4 000 | 1 000 | BN | 3 000 | 1 000 | 1 500 | 1 500 | | |
| | | | | | 10 457 | 10 457 | Pays- Bas | 0 | 4 085 | 3 965 | 2 407 | | |
| | | | | a.1.4. Assurer la réhabilitation et l'entretien des ouvrages | 800 | 70 | BN | 730 | 70 | 400 | 330 | | JICA, UEMOA, FSD, Inde, KFW, MEF, DPP, MERPMEDER, DG-Eau, PNUD, MDAEP |
| | | | | a.2. Lenteur dans la passation des marchés entraînant une faible consommation des crédits (procédures contraignantes) | a.2.1. Séparer les fonctions des Personnes Responsables des Marchés Publics (PRMP) de toutes autres fonctions administratives au niveau des Ministères | 0 | 0 | | 0 | | | | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|--------------------|--|---|---|---|---------------|--------------------------|-------------------------|---|--------------|--------------|--|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de fi- nancement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | | | a.2.2 : Déconcentrer la signature des marchés et contrats dans les Ministères concernés | 0 | 0 | | 0 | | | | SGG, MERPMEDER, MDAEP, MEF, MRAI, Ministère en charge de la Justice, la Cour Suprême, Autorité de Régulation des Marchés Publics |
| | | | a.3 Mauvais fonctionnement/défaillance du d-SIGFiP (tracasseries de saisie des engagements sur le d-SIGFiP, déplacements fréquents des acteurs de la chaîne des dépenses à Cotonou pour la saisie/validation sur SIGFiP) | a.3.1 Rendre prioritaires et disponibles les dépenses liées à l'AEP sur le d-SIGFiP (élever les dépenses liées à l'AEP au rang des lignes budgétaires protégées) | 0 | 0 | - | 0 | | | | DGB, MEF, MERPMEDER |
| | | | a.4 Insuffisance de rationalité dans le ciblage des zones à couvrir aussi bien à la programmation qu'à l'exécution (affirmation de l'autorité sectorielle et ou de l'Etat) dans le secteur entraînant l'iniquité dans la répartition géographique des interventions | a.4.1 Faire une planification objective tenant compte des besoins réels des localités | 314 | 0 | Pays Bas | 314 | 123 | 119 | 72 | Gouvernement, DPP, Direction Techniques et offices |
| | | | | a.4.2 Faire respecter la programmation communale des ouvrages hydrauliques par tous les intervenants (départements ministériels, ONG Internationales, nationales, etc.) | 0 | 0 | AR | 0 | 0 | 0 | 0 | Gouvernement, DPP, Direction Techniques et offices |
| Sous total | | | | | 25 571 | 18 083 | | 7 488 | 8 310 | 9 508 | 7 753 | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|--------------------|--|---|--|---|--------------|--------------------------|-----------------------|---|--------------|--------------|--|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de financement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | Intervention B : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) | b.1. Lenteur dans la mise en place des instruments de mise en œuvre de la GIRE (Système d'Alerte sur la Gestion de l'Eau, etc.) | b.1.2 Développer et appliquer les instruments et les mécanismes de gestion du secteur de l'eau (SUCCESS-DG-Eau, logiciels de gestion Communes) | 4 577 | 4 577 | Pays-Bas | 0 | 1 182 | 1 777 | 1 618 | Pays-Bas, KFW, DRFM, DPP-MERPME- DER, MEF |
| | | | b.2 Faible capacité technique des principaux acteurs de la GIRE (Etat central et déconcentrés, communes, secteur privé, société civile) | b.2.1 Assurer le renforcement des capacités du personnel du secteur en matière de GIRE | 300 | 300 | Pays-Bas | 0 | 50 | 150 | 100 | Pays-Bas, MDAEP, MEF, MERPMEDER, DPP-MERPME- DER |
| Sous total | | | | | 4 877 | 4 877 | | 0 | 1 232 | 1 927 | 1 718 | |
| | | Intervention C : Renforcement des capacités des Communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés | c.1. Lenteur dans le transfert de compétences/ ressources aux communes | c.1.1 Transférer des crédits pour la maîtrise d'ouvrage communale | 4 131 | 4 131 | Pays Bas | 0 | 814 | 1 377 | 1 940 | MDGLAAT, MERPMEDER, Préfectures, Collectivités Locales, - Pays-Bas, KFW, autres PTF |
| | | | c.2. Faible capacité technique de communes à assumer leur responsabilité en tant que Maître d'ouvrage et conduire les réformes du secteur au niveau local (suivi des Structures d'Intermédiation Sociale, suivi de la réalisation des infrastructures...) | c.2.2 Accroître les allocations budgétaires relatives à l'appui conseil au profit des communes | 240 | 120 | BN | 120 | 60 | 90 | 90 | MDGLAAT, MERPMEDER, DPP, DRFM, MEF |
| | | | c.3. Insuffisance de professionnalisme dans la gestion des ouvrages complexes | c.3.1 Exécuter un appui au renforcement des capacités techniques et financières des communes et des divers acteurs | 400 | 200 | PEA-SFI KFW | 200 | 300 | 50 | 50 | MERPME- DER, DG-Eau, DRFM, DPP, MEF, MDGLAAT, PEA- BM, Collectivités Locales |
| Sous total | | | | | 4 771 | 4 451 | | 320 | 1 174 | 1 517 | 2 080 | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|--------------------|--|--|---|---|-----------|--------------------------|-----------------------|---|------------|---|---|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de financement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | Intervention D : Renforcement du système d'information et de suivi évaluation | d.1. Faible capacités techniques des principaux acteurs du dispositif de suivi-évaluation (Etat central et déconcentrés, communes, secteur privé, société civile.) | d.1.1 Renforcer, les capacités techniques (recyclages, formations) des acteurs du suivi-évaluation | 300 | 30 | BN | 270 | 30 | 150 | 120 | MERPMEDER, DG-Eau, Service de l'Eau, DPP, DRFM, Préfectures, Collectivités locales, |
| | | | | d.1.2. Sécuriser les ressources allouées au suivi évaluation des interventions | 0 | 0 | - | 0 | | | | MERPMEDER, DG-Eau, DPP, DRFM, MEF |
| | | | d.3. Absence de passerelle entre les statistiques sectorielles et celles de l'Institut National de la Statistique | d.3.1 Mettre en place un cadre de concertation INSAE – Eau et Assainissement | 0 | 0 | - | 0 | | | | MDAEP, INSAE, MERPMEDER, DG-Eau, DPP, |
| Sous total | | | | | 300 | 30 | | 270 | 30 | 150 | 120 | |
| | | Intervention E : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et péri urbain | e.1. Lenteur dans la passation des marchés entraînant une faible consommation des crédits (procédures contraignantes) | e.1.1. Créer une cellule focale au niveau du MEF pour faciliter le traitement des dossiers relatifs à l'AEP | 0 | 0 | - | 0 | 0 | | | MERPMEDER, MEF (DGB, DDC, DNCMP), SONEB |
| | | | | e.1.2. Autoriser l'alignement de la SONEB sur les actes uniformes de l'OHADA pour plus célérité dans la passation des marchés | 0 | 0 | - | 0 | | | | MERPMEDER, SONEB, MEF, Autorité de Régulation des Marchés Publics, SGG |
| | | | e.1 .3. Etendre/ densifier les réseaux de distribution et augmenter la capacité des équipements de production d'eau | 45 554 | 3 914 | BN | 15 991 | 1 335 | 1 079 | 1 500 | MERPMEDER, SONEB, MEF, Pays-Bas, KFW, UE, BEI | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|--------------------|---|---|---|---|---------------|------------------------------|-----------------------|---|---------------|--------------|--|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de financement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | | | | | 25 649 | PTF (Pays-Bas, KFW, UE, BEI) | | 16 518 | 9 131 | 8 000 | |
| Sous total | | | | | 45 554 | 29 563 | | 15 991 | 17 853 | 10 210 | 9 500 | |
| | | Intervention : F Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits | f.1 Absence de mesures spécifiques visant à réduire les coûts de branchement aux populations dans le Plan d'Actions Prioritaires/ Programme d'Investissements Publics PAP/PIP | f.1.1 Programmer la prise en charge de cette couche de la société dans les dépenses prioritaires de 2014 et 2015 (décret, arrêté) | 10 000 | 0 | AR | 10 000 | - | 6 000 | 4 000 | MERPMEDER, SONEB, MEF, Pays-Bas, KFW, UE, BEI |
| | | | f.2. Absence de flexibilité dans le paiement du coût du branchement (modalités de paiement en tranche) | f.2.1 Assouplir les modalités de paiement du coût du branchement par l'instauration d'un fractionnement | 500 | 0 | AR | 500 | - | 500 | | MEF, Pays-Bas, KFW, UE |
| | | | f.3. Absence d'une politique globale d'alimentation systématique des quartiers périphériques ou des agglomérations des villes | f.3.1 Opérationnaliser une politique globale spécifique aux quartiers périphériques ou agglomérations environnantes des villes à travers le renforcement de la synergie entre DG-Eau et SONEB | 4 000 | 0 | AR | 4 000 | - | 2 400 | 1 600 | MERPMEDER, SONEB, MDAEP, MEF, MEHU, Collectivités Locales, Pays-Bas, KFW, UE |
| Sous total | | | | | 14 500 | 0 | 0 | 14 500 | 0 | 8 900 | 5 600 | |
| | | Intervention H : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau | h.1. Absence de document de planification de la sécurisation spécifique de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau | h.1.1. Elaborer et mettre en œuvre un plan de sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau | 40 | 0 | AR | 40 | | 40 | | MERPMEDER, SONEB, MEF |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|---|---|--|--|---|---------------|--------------------------|-----------------------|---|---------------|---------------|--|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de financement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | | | h.1.2. Programmer dans le PIP 2014, 2015 l'acquisition de groupes électrogènes (au moins 10) dans le cadre de la sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau | 3 000 | 0 | AR | 3 000 | | 2 000 | 1 000 | MERPMEDEP, SONEB, MDAEP, MEF |
| | | | h.2. Insuffisance des fonds propres pour la couverture des charges liées à la sécurisation. | h.2.1 Accorder des appuis financiers sur Budget National et/ou du Fonds National de l'Eau à la SONEB | 1 000 | 0 | AR | 1 000 | | 500 | 500 | MERPMEDEP, SONEB, Fonds National de l'Eau MDAEP, MEF |
| Sous total | | | | | 4 040 | 0 | | 4 040 | - | 2 540 | 1 500 | |
| Total Eau | | | | | 99 613 | 57 004 | | 42 609 | 28 599 | 34 752 | 28 271 | |
| | 7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées | a.1 Intensification de l'approche PHA en milieu rural, en priorité dans tous les départements hormis dans les communes à statut particulier | a.1.1. Risque d'un manque de visibilité des activités d'hygiène et d'assainissement suite à la réforme en cours au Ministère de la Santé | a.1.1.1. Maintenir un état de veille dans le suivi de la mise en œuvre de la réforme pour sauvegarder et améliorer les acquis | 1 | 0 | AR | 1 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | MS, MDAEP |
| | | | a.1.2. Non exercice des prérogatives des communes dans la mise en œuvre de la PHA | a.1.2.1 Réviser le document de mise en œuvre de la PHA et élaborer une stratégie nationale afin que soit rendu effectif le rôle des communes dans la mise en œuvre | 70 | 70 | PPEA | 0 | 14 | 28 | 28 | DNISP / MS MD- GLAAT PTF, Bu- reaux d'Etudes, ANCB, ONG |
| | | | | a.1.2.2. Reproduire et disséminer le nouveau document de mise en œuvre de la PHA et le document de stratégie nationale | 50 | 0 | | 50 | 10 | 20 | 20 | |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|--------------------|---|---|--|---|--------|--------------------------|-----------------------|---|-------|---------------------|-----------------------------------|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de financement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | | | a.1.2.3. Accorder une subvention pour accélérer la construction des latrines familiales et prendre en charge cette subvention | 6 500 | 0 | | 6 500 | 1 300 | 2 600 | 2 600 | DNISP /MS |
| | | | | a.1.2.4. Mettre en œuvre la PHA dans les communes ordinaires | 7 000 | 300 | PPEA | 6700 | 1 400 | 2 800 | 2 800 | Communes, DNISP /MS, MDGLAAT, PTF |
| | | a.1.3. Faiblesse des allocations budgétaires et lourdeur des procédures de délégation des crédits aux Services de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base et des transferts de ressources aux Communes | | a.1.3.1. Renforcer le plaidoyer auprès du Ministère de la Santé, du Ministère des Finances, des Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP) et PTF pour une augmentation du budget du sous-secteur | | | PHA | | | | | MS/ DNISP, ANCB |
| | | | a.1.3.2. Renforcer, le mécanisme de la mise en œuvre du FADEC | 50 | 0 | | 50 | 10 | 20 | 20 | MFE, MDGLAAT, MDAEP | |
| | | | a.1.3.3. Réviser et former les agents aux nouvelles procédures | 250 | 0 | | 250 | 50 | 100 | 100 | MFE, MDGLAAT, MDAEP | |
| | | | a.1.4. Faible capacité de la DNISP en matière de suivi évaluation | a.1.4.1. Mettre en place un système de suivi-évaluation amélioré et adapté au contexte de la décentralisation | 150 | 0 | | 150 | 30 | 60 | 60 | MS/ DNISP, |
| | | | | a.1.4.2. Former les agents à l'utilisation du système | 250 | 0 | | 250 | 50 | 100 | 100 | MS/ DNISP |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|----------------------------|--------------------|--|--|--|---|------------|----------------------------|-------------------------|---|--------------|--------------|---------------------------------|
| | | | | | Total | Acquis | Source de fi- nancement | Gap de fi- nancement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | | a.1.5 Faible capacité du secteur privé et de la société civile/ONG à participer à la mise en œuvre de la PHA | a.1.5.1. Mise en place d'une base de données sur les opérateurs privés au niveau des communes, départements et au niveau central | 200 | 0 | Pays Bas | 200 | 40 | 80 | 80 | DNSP, CePEPE, CFME |
| | | | | a.1.5..2. Mettre à niveau les acteurs déjà formés à la PHA et étendre les formations (via un système de forma- tion des forma- teurs) aux acteurs dans les zones qui n'ont pas bénéficié de l'approche PHA | 8 | 0 | | 8 | 1,6 | 3,2 | 3,2 | DNSP, CePEPE, CFME |
| Sous total | | | | | 14 529 | 370 | | 14 159 | 2 906 | 5 812 | 5 812 | |
| | | a.2. Elaboration et Mise en œuvre des Plans d'Hygiène et d'Assainissement Com- munaux (hors communes à statut particulier) | a.2.1. Faible capaci- té des communes à élaborer des stratégies efficaces de mobilisation des ressources pouvant accompagner la mise en œuvre des PHAC | a.2.1.1. Former les acteurs commu- naux au plaidoyer | 300 | 0 | | 300 | 60 | 120 | 120 | ANCB, MS/ DNSP, MD- GLAAT |
| | | | | a.2.1.2. Former les acteurs commu- naux aux dispositifs de financement et à la démarche de jumelage | 50 | 0 | | 50 | 10 | 20 | 20 | ANCB, MS/ DNSP, MD- GLAAT |

| OMD prioritaire/ Cibles | Indicateurs OMD | Interventions prioritaires (domaines) | Goulots d'étranglements priorisés | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation financière 2013- 2015 (en millions de F CFA) | | | Partenaires potentiels |
|-----------------------------|--------------------|--|--|---|---|------------|-----------------------|--------------------|---|--------------|--------------|--------------------------------------|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financement | Gap de financement | 2013 | 2014 | 2015 | |
| | | | a..2.2. Faible capacité de maîtrise d'ouvrage des communes | a..2.2.1. Vulgariser et disséminer les outils (BPO, suivi des appels d'offres, guide sur la reddition des comptes, guides sur la maîtrise d'ouvrage communale) et appuyer la mise en œuvre de la reddition des comptes dans toutes les communes | 50 | 0 | | 50 | 10 | 20 | 20 | MS/ DNSP, MDGLAAT |
| | | | | a..2.2.2..Généraliser et intensifier les processus de formation des acteurs communaux aux différents outils | 50 | 0 | | 50 | 10 | 20 | 20 | MS/ DNSP, MDGLAAT |
| | | | | a.2.2.3. Mettre en œuvre le plan de transfert des compétences aux communes élaboré en 2011 | 100 | 0 | | 100 | 20 | 40 | 40 | MS/ DNSP, ANCB, Communes, SNV, DGEau |
| Sous total | | | | | 550 | - | | 550 | 110 | 220 | 220 | |
| Total Assainissement | | | | | 15 079 | 370 | | 14 709 | 3 016 | 6 032 | 6 032 | |
| Total général | | | | | 114 692 | 57 374 | | 57 318 | 31 615 | 40 784 | 34 303 | |

**ANNEXE 10 - CADRE D'ACCÉLÉRATION DES OMD : ENERGIE
PLAN D'ACTION 2014-2015**

| Objectifs | Indicateurs | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA) | | | | Partenaires potentiels |
|---|---------------------------|--|---|--|---|--------|-------------------|-----|---|---------|---|---------|------------------------------------|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financ. | Gap | 2013 | 2014 | 2015 | Total | |
| OMD 7 : Assurer un environnement durable | | | | | | | | | | | | | |
| Assurer une fourniture d'électricité fiable à tous les habitants des zones urbaines et périurbaines | 1. Taux de couverture | Intervention A : Développement de l'électrification rurale | a.1. Difficulté de mobilisation de financement nécessaire pour l'électrification de 150 localités rurales au moins par an (35 à 40 milliards F CFA) | a.1.1. Réalisation d'une étude approfondie de concessions d'électrification rurale | 180 | 180 | BM | 0 | 36 | 144 | | 180 | MERPME- DER, MDEAP, BM |
| Fournir un accès aux services énergétiques modernes (sous la forme d'énergie mécanique et d'électricité) à 60% environs des communautés rurales au niveau local | | | | a.1.2 Mettre en place un cadre réglementaire approprié pour l'attribution des concessions d'électrification aux privés | PM | | | | | 0 | MERPME- DER, MDEAP, MEF | | |
| | 2. Taux d'électrification | | a.2. Absence d'études d'APD/DAO disponibles pour les travaux d'électrification rurale | a.2.1. Accélérer la réalisation des études d'APD de 200 localités rurales | 960 | 960 | FER | 0 | 384 | 576 | | 960 | MERPME- DER, MDEAP, MEF, FER |
| | | | a.3. Retard dans le calendrier d'exécution des projets d'électrification rurale | a.3.1. Réaliser dans le délai prévu les travaux d'électrification de 22 localités rurales (avenant 1 au Projet d'Electrification Rurale Phase 2) | 700,95 | 700,95 | FER | 0 | 280,38 | 420,57 | | 700,95 | MERPME- DER, MEF |
| | | a.3.2. Poursuivre et accélérer les travaux d'électrification de 105 localités rurales dans le cadre du Projet Facilité-Energie | 13 184,7 | 5050,9 | UE | 0 | 331,721 | | | 331,721 | MERPME- DER, MEF, MDEAP, CE, GIZ, AFD | | |
| | | | | | 5116,5 | | AFD | | | | | 0 | |
| | | | | | 1443,1 | | GIZ | | | 505,086 | | 505,086 | |
| | | | | | 1574,2 | | BN | | | | | 0 | |

| Objectifs | Indicateurs | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA) | | | | Partenaires potentiels |
|-----------|-------------|----------------------------|-----------------------------------|---|---|----------|-------------------|-----|---|---------|---------|-----------|---------------------------------|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financ. | Gap | 2013 | 2014 | 2015 | Total | |
| | | | | a.3.3. Poursuivre et accélérer les travaux d'électrification de 66 localités rurales | 8316,165 | 8316,165 | BIDC | 0 | 2 699,328 | 866,078 | | 3 565,406 | MERPMEDER MEF MDEAP BIDC |
| | | | | a.3.4. Accélérer la réalisation des études APD et réaliser dans les délais prévus les travaux d'électrification de 67 localités | 10 000 | 10 000 | BIDC | 0 | | 6 674,2 | 3 080,4 | 9 754,6 | MERPMEDER MEF MDEAP BIDC |
| | | | | a.3.5. Réaliser dans les délais prévus les travaux d'électrification des localités de Anandana, Gbéko, Bérébouay, Damè-Wagon, Gounarou et Singré | 1 300 | 1 300 | BN | 0 | 700 | 600 | | 1 300 | MERPMEDER, MEF, MDEAP |
| | | | | a.3.6. Réaliser dans les délais prévus l'électrification des localités Atchakpa, Gobé, Banigbé Lokossa, Makpéhogon, Adjagbo, Wèkèhonou, Glo-Tokpa, Nioro, Pénélan et Barikini, Minantinkpon | 945,195 | 945,195 | FER | 0 | | 945,195 | | 945,195 | MERPMEDER MEF, MDEAP, FER |
| | | | | a.3.7 Réaliser dans les délais prévus l'électrification des localités de Akpikpi, Tanta, Hèvé-Houndjohoundji, Adovicodji, Kpassènoucodji, Gbéghanoué, Todo, Tchonvi, Fifatin, Tori-Agonsa, Koura-Djato, Tadocomè-Hèyogbé et Lagbakada | 797,81 | 797,81 | FER | 0 | | 797,81 | | 797,81 | MERPMEDER MEF MDEAP, FER |

| Objectifs | Indicateurs | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA) | | | | Partenaires potentiels | |
|--|---|---|--|---|---|------------------|-------------------|----------|---|---------------|--------------|---------------|---------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financ. | Gap | 2013 | 2014 | 2015 | Total | | |
| | | | a.4. Manque de matériel de branchement pour le raccordement des abonnés | a.4.1. Prendre en compte, dans le montage des projets d'électrification, l'acquisition de kits de branchement des ménages au réseau de distribution comme c'est le cas des projets en cours | PM | | | | | | | 0 | MERPMEDER MEF MDEAP | |
| | | TOTAL Intervention A | | | 36 384,82 | 36 384,82 | | 0 | 4 431 | 11 529 | 3 080 | 19 041 | | |
| | | Intervention B : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine | b.1 Vieillessement du réseau de distribution de la SBEE | b.1.1 Accélérer les travaux de renforcement du réseau de distribution de la SBEE dans une vingtaine de villes[15] | 7 200 | 7 200 | BM | 0 | | 4320 | 2 880 | 7 200 | MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM | |
| | | | b.2. Retard dans le lotissement des zones péri-urbaines empêchant la SBEE d'étendre son réseau | b.2.1. Sensibiliser les élus locaux aux fins d'accélérer le lotissement des zones péri-urbaines | PM | | | 0 | | | | | MERPMEDER MEF, MDEAP, MIC | |
| | | | b.3 Manque de matériel de branchement pour le raccordement des abonnés de la SBEE | b.3.1. Accélérer le processus d'acquisition de 45 000 kits de branchement | 5 450 | 5 450 | BM | 0 | | 5 450 | | | 5 450 | MERPMEDER MEF, MDEAP, BM |
| | | TOTAL Intervention B | | | 12 650 | 12 650 | | 0 | 0 | 9 770 | 2 880 | 12 650 | | |
| Permettre l'adoption des combustibles modernes par 50 % environs des ménages qui utilisent actuellement la biomasse traditionnelle pour la cuisson | 3. Taux de pénétration des ménages en Combustibles modernes | Intervention C : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz | c.1. Insuffisance des mesures facilitant l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz | c.1.1. Promouvoir l'accès des ménages des villes de Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou, Lokossa, Bohicon à 20 000 équipements de cuisson à prix subvention de 30% | 355,75 | 196,75 | AFREA | 0 | 196,75 | | | | 196,75 | MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM |
| | | | | | | 114 | NDF | 0 | | 80 | 34 | 114 | | |
| | | | | | | 45 | BM (IDA) | 0 | 20 | 25 | | 45 | | |

| Objectifs | Indicateurs | Interventions prioritaires | Goulots d'étranglements priorités | Solution accélératives indicatives 2014-2015 | Coûts estimatifs (en millions de F CFA) | | | | Programmation des investissements 2013-2015 (en millions F CFA) | | | | Partenaires potentiels | |
|--------------------------------|--|--|---|---|---|---------------|-------------------|----------|---|---------------|--------------|---------------|---|--|
| | | | | | Total | Acquis | Source de financ. | Gap | 2013 | 2014 | 2015 | Total | | |
| | | | | c.1.2. Veiller à la disponibilité des bombonnes du gaz butane au niveau des sociétés de distribution | PM | | | | | | | | MERPMEDER, MEF, MDEAP, MIC, Sociétés distributrices | |
| | | TOTAL Intervention C | | | 355,75 | 355,75 | | 0 | 217 | 105 | 34 | 356 | | |
| | 4. Taux de pénétration des foyers améliorés dans les ménages | Intervention D : Promotion de l'accès des ménages aux foyers améliorés | d.1. Insuffisance des mesures facilitant l'accès des ménages aux foyers améliorés | d.1.1. Promouvoir l'accès des ménages des villes de Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou, Lokossa, Bohicon à 30 000 foyers améliorés | 189,516 | 116,516 | BM (IDA) | 0 | 40 | 76,516 | | 116,516 | MERPMEDER, MEF, MDEAP, BM | |
| | | | | | | 43 | NDF | | | 30 | 13 | 43 | | |
| | | | | | | 30 | AFREA | 0 | 30 | | | 30 | | |
| | | TOTAL Intervention D | | | 189,52 | 189,52 | | 0 | 70 | 107 | 13 | 190 | | |
| TOTAL DES INTERVENTIONS | | | | | 49 580 | 49 580 | | 0 | 4 718 | 21 510 | 6 007 | 32 236 | | |

Equipes ayant réalisé le travail

| Supervision | | | |
|---|--------------------|--|----------------------|
| <i>Président du Conseil d'Analyse Economique (CAE) de la Présidence de la République du Bénin</i> | | <i>Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Bénin, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</i> | |
| Prof. Géro Fulbert AMOUSSOUGA | | Nardos BEKELE-THOMAS | |
| Coordination technique | | | |
| Janvier P. ALOFA, <i>Economiste national/PNUD</i> | | | |
| Alastaire ALINSATO, <i>Assistant au Président du CAE</i> | | | |
| El Hadji FALL, <i>Economiste principal/PNUD</i> | | | |
| André-Félix SOSSOU, <i>Coordonnateur de PADC-OMD</i> | | | |
| Innocent LOKOSSOU, <i>Directeur des politiques sectorielles/MDAEP</i> | | | |
| Comité de rédaction | | | |
| Janvier P. ALOFA | Alastaire ALINSATO | Raphaëla KARLEN | Christiane NIKOBAMYE |
| Personnes ressources | | | |
| Valentin AHANHANZO-GLELE | | | |
| Gérard YEDO | | | |

Liste des participants à l'atelier technique tenu à Porto-Novo (Centre Songhaï) du 4 au 8 juin 2013

| N° | NOM ET PRENOMS | Structures de provenance |
|----|-----------------------------------|--------------------------|
| 1 | AMOUSSOUGA Géro Fulbert | Président-CAE/PR |
| 2 | EL HADJ Fall | EP/PNUD |
| 3 | ALOFA Janvier P. | EN/PNUD |
| 4 | ABOUBAKARI Mohamed | DPP/MEMP |
| 5 | ADAMON Moïbi A. | DPP/MEMP |
| 6 | ADICLES Venance | DPP/MESFTPRIJ |
| 7 | ADOUNKPE F. Martial | DPP/MEHU |
| 8 | AHOKPOSSI M. Mabou | DSME/MS |
| 9 | AKPAMAGBO Clément | DPP/MS |
| 10 | AKPAMOLI Alphonse D. | MS |
| 11 | AKPO Romain | DGPD/MDAEP |
| 12 | ALINSATO Alastaire | CAE / PR |
| 13 | ALIOU Ep EMMANUEL Alidjennatou | DPP/SEP/MESFTPRIJ |
| 14 | ALLADAGBIN Gabriel | MEF/DGB |
| 15 | ALLAGNON Ignace | DGSP/MDAEP |
| 16 | BABATOUNDE L. Alain | CAE / PR |
| 17 | BACHABI Moussa | PNLS / MS |
| 18 | BAGOUDOU Bauro | DPP/MEMP |
| 19 | BIAOU T. Enerst Paul | DPP/MEHU |
| 20 | DAKO Eloi Prosper | DPP/MEHU |
| 21 | DANHOEGBE Agossou Pierre | DPP/MERP MEDER |
| 22 | HOUNNON Ep FADONUGBO Noëlie Marie | DPP/MESFTPRIJ |

| N° | NOM ET PRENOMS | Structures de provenance |
|----|----------------------------|--------------------------|
| 23 | DJEDOU Hermann | MEF/DGB |
| 24 | DJODJO KOUTON Damien Sagbo | ANE/MAEP |
| 25 | DJOSSOU Aristide | CSPEF/MEF |
| 26 | FASSINOU Vincent G. | SEP/DPP/MESFTPRIJ |
| 27 | FINOUE Mathias | DPP/MS |
| 28 | GLELE AHANHANZO Valentin | Consultant |
| 29 | GNANSOUNOU Robert sènou | SONEB/MERPMEDER |
| 30 | GODONOU E. Oscar | DTMFL/MDCEMTMIP/PR |
| 31 | GOMEZ Marino | CTPSPS/MEMP |
| 32 | GOUNOU Evariste | DT/ONASA/MAEP |
| 33 | HOUENINVO Hilaire | CAE / PR |
| 34 | HOUSSOUKPE Clément | DPP/MFASSNHPTA |
| 35 | HOUETCHENOU Christian | MEF/DGB |
| 36 | KOMBIENI Emmanuel | DPP/MERPMEDER |
| 37 | LOKOSSOU K. Innocent | DGPD/MDAEP |
| 38 | MISSIHOUN SOSSA Judicaël | DPP/MEHU |
| 39 | VIDEGLA Euloge | DPP/MAEP |

| N° | NOM ET PRENOMS | Structures de provenance |
|----|---------------------------------------|--------------------------|
| 40 | OLIVIER DE MONTAGUERIE A. Rose Claire | DPP/MERPMEDER |
| 41 | SIDI SOUMANOU Alassane | MEF/DGB |
| 42 | SIKIROU Ganiou | DGE/MERPMEDER |
| 43 | SONON D. Gustave | DPP/MTPT |
| 44 | SOSSOU André-Félix | C/PADC-OMD/PNUD |
| 45 | TAFFA Mouniratou | DPP/MESFTPRIJ |
| 46 | TAMBAMOU Géronimo T. I. | DPP/MTPT |
| 47 | VIGAN Evariste | DGE/MERPMEDER |
| 48 | VLAVONOU Ep YEMADJE Lucrèce | DPP/MTPT |
| 49 | SOSSOU Hervé | DPP/MAEP |
| 50 | HOUSSOU Célestion | DGB |
| 51 | HODONOU Assogba | DPP/MAEP |
| 52 | YEDO Gérard | DPP/MDAEP |
| 53 | DOSSOU YOVO Clarisse | DPB/DGB |
| 54 | ZOUNGAN Cyrille | CSE/DPP/MS |
| 55 | ZOUNON Adrien Vignon | DGTP/MTPT |

